

IV. POLITIQUE COMMERCIALE - ANALYSE PAR SECTEUR

1) APERÇU GÉNÉRAL

1. L'agriculture représente une part modeste et décroissante du PIB total et de l'emploi total en Islande. L'OCDE estime que l'équivalent subvention à la production (ESP) a diminué mais reste cependant plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE. Le soutien au secteur agricole prend la forme de mesures internes et de mesures à la frontière. La production laitière, subventionnée par des paiements directs liés à la production, est soumise à des quotas de production et à des prix administrés. La production de viande de mouton est subventionnée par des paiements directs basés sur des objectifs de soutien, et par des paiements subordonnés à la qualité; les exportations de viande de mouton sont réglementées de manière à gérer l'offre intérieure. Des paiements directs sont également versés aux producteurs de certains légumes. Le droit NPF moyen appliqué aux produits agricoles (18,3 pour cent) est plusieurs fois supérieur à celui d'autres produits (voir chapitre III). Des contingents tarifaires sont appliqués en pratique à quelque 86 lignes tarifaires, et les taux hors contingents atteignent jusqu'à 306 pour cent. Quand la demande dépasse les volumes contingentaires disponibles pour les engagements en matière d'accès minimal, les contingents sont mis aux enchères. Au début de 2006, les contingents ne sont pas attribués à des pays donnés, mais, à compter de 2007, un système de contingent réciproque sera mis en application avec l'Union européenne.

2. La part du secteur de la pêche dans le PIB continue de décroître, conséquence de la diversification de l'économie islandaise, mais ce secteur reste d'une importance cruciale, puisqu'il représente 60 pour cent des recettes totales d'exportation de marchandises. Pour la protection du stock de ressources, le volume des prises annuelles est géré au moyen d'un système de quotas de pêche, individuels et cessibles. Depuis 2004, une redevance est imposée aux titulaires de droits de capture. Seuls des nationaux ou résidents islandais peuvent être propriétaires d'entreprises de pêche ou d'entreprises de transformation primaire du poisson, mais il est possible pour des non-résidents de détenir jusqu'à 25 pour cent du capital d'entreprises islandaises exerçant de telles activités.

3. L'Islande est également très bien pourvue en ressources énergétiques, et les coûts de l'énergie sont faibles au regard des normes internationales. La quasi-totalité de l'électricité produite vient de l'énergie hydraulique ou géothermique. D'importants changements ont été apportés aux lois régissant le secteur de l'énergie, afin de le rendre plus performant et plus concurrentiel, ainsi que l'Islande y est obligée en vertu de l'Accord sur l'EEE. Toutefois, le secteur de l'électricité continue d'appartenir intégralement à l'État ou aux administrations locales. Seules des personnes physiques ou morales domiciliées en Islande ou dans un pays membre de l'EEE ou de l'AELE peuvent être propriétaires de droits d'exploitation énergétique ou d'entreprises s'occupant de production ou de distribution de l'énergie, mais il demeure possible de conclure des accords conférant tels avantages à d'autres parties.

4. Le secteur manufacturier est principalement concentré dans les industries énergivores, mais d'autres industries prennent une place grandissante. Le secteur est tourné vers l'exportation, étant donné la taille modeste du marché intérieur; il représente quelque 35 pour cent des exportations totales de marchandises (l'aluminium en représente à lui seul 18 pour cent). Les exportations de produits manufacturés ont fortement progressé durant la période considérée, et l'essor des industries énergivores est encore la source d'un fort volume d'investissements étrangers directs en Islande.

5. Le secteur des services a poursuivi sa progression depuis le dernier examen et constitue aujourd'hui un peu plus de 80 pour cent du PIB. Dans l'AGCS, l'Islande a pris des engagements sectoriels pour neuf des 12 secteurs compris dans l'Accord. Elle a également signé le Quatrième protocole sur les télécommunications de base et a adopté les principes exposés dans le Document de référence. S'agissant des services financiers, les engagements de l'Islande embrassent le registre

complet des activités et sont conformes au Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers.

6. La structure actuelle du secteur financier est le résultat d'un processus de privatisation et d'intense consolidation exécuté entre 1998 et 2003. Un organisme d'État (le Fonds de financement du logement) demeure le plus important établissement du système financier. Il existe une succursale de banque étrangère qui exerce des activités en Islande, mais il n'y a pas de filiales ou de bureaux de représentation. En revanche, les banques islandaises ont fait récemment d'importantes acquisitions à l'étranger, et c'est en partie la raison pour laquelle la moitié des avoirs des trois principales banques est détenue par leurs filiales étrangères. Le marché islandais de l'assurance est caractérisé par un niveau relativement élevé de concentration. La législation sur les services financiers a subi une refonte importante depuis le dernier examen. Les marchés islandais de la banque et de l'assurance sont largement ouverts à la participation étrangère, encore que le traitement conféré aux entreprises étrangères diffère sensiblement selon que l'entreprise relève ou non d'un État de l'EEE. Ainsi, par exemple, dans le domaine de l'assurance, les sociétés relevant d'États non membres de l'EEE ne peuvent pas établir de succursales en Islande à moins que leur pays d'origine n'accorde la réciprocité aux sociétés islandaises. Seules les sociétés d'assurance de pays membres de l'EEE peuvent s'adonner à la fourniture transfrontières de services d'assurance.

7. Le secteur islandais des télécommunications a subi un important changement depuis 1998, avec la séparation des services postaux et des services téléphoniques, la privatisation de Iceland Telecom, l'ouverture du secteur à la concurrence, l'entrée de nouvelles entreprises et le regroupement de sociétés au sein du secteur. Diverses modifications législatives ont également été apportées, en raison surtout des conditions d'appartenance à l'EEE. Suite à ces changements, les personnes physiques ou morales établies à l'intérieur de l'EEE et à l'intérieur de Membres de l'OMC n'ont pas besoin de permis pour se lancer en activité, sauf si des fréquences particulières sont concernées.

8. En raison de la situation géographique de l'Islande et de sa dépendance à l'égard du commerce international, le transport maritime et le transport aérien jouent un rôle important dans son économie. S'agissant du transport de passagers à destination ou en provenance de l'Islande, Icelandair jouit d'une position dominante. Il y a des restrictions à la participation étrangère dans le secteur du transport aérien: la propriété étrangère dans les sociétés islandaises s'occupant de transport aérien ne peut pas dépasser 49 pour cent du capital. Durant la période considérée, l'Islande a signé de nouveaux accords bilatéraux de transport aérien avec cinq partenaires commerciaux hors EEE, ainsi qu'un mémorandum d'accord.

9. En pratique, tous les mouvements de marchandises et de matières vers ou depuis l'Islande se font par voie maritime. Il n'y a pas de limites à la propriété privée ou étrangère de ports, mais pour l'heure chacun des ports appartient à la collectivité où il est situé. Une nouvelle législation a été adoptée durant la période considérée, qui donne aux ports la liberté maintenant de fixer leurs propres redevances. Une législation a aussi été adoptée à l'encontre des menaces terroristes ou autres activités illégales. L'Islande a participé aux Négociations élargies sur les services de transport maritime, suspendues en 1996. La plupart des participants ont retiré leurs offres conditionnelles, mais l'Islande a demandé que son offre devienne partie intégrante de sa Liste d'engagements spécifiques de l'AGCS.

2) AGRICULTURE

i) Caractéristiques principales

10. Le secteur agricole a représenté environ 1,4 pour cent du PIB en 2004¹, contre 2 pour cent en 1998 et 5 pour cent en 1980. Le secteur employait 5 207 personnes, soit environ 2,7 pour cent de la population active totale. Il s'agit là encore d'un recul par rapport aux chiffres indiqués dans l'examen antérieur.

11. Ainsi que l'a indiqué la Banque centrale d'Islande, un cinquième environ de la superficie totale de l'Islande convient à la production fourragère et à l'élevage du bétail. Environ 6 pour cent de cette superficie sont cultivés; le reste sert à l'élevage du bétail ou reste inexploité.² Les autorités soulignent que le soutien à l'agriculture vise notamment à prévenir le dépeuplement des campagnes islandaises, la majeure partie du soutien et de la protection étant conférée à quelques produits sensibles, et que le secteur est graduellement devenu plus ouvert ces dernières années.

12. La principale activité agricole exercée en Islande est l'élevage des bovins et des ovins, qui représente environ les deux tiers de la valeur de la production agricole.³ Les principales cultures sont le foin, la pomme de terre et, plus récemment, les céréales. Depuis le milieu des années 80, la production agricole s'est diversifiée pour englober divers fruits, fleurs, légumes et autres plantes, qui sont cultivés dans des serres chauffées à l'eau et à la vapeur géothermiques. Le tableau IV.1 donne le détail de la production agricole de l'Islande durant la période considérée.

Tableau IV.1
Principales productions végétales et animales, 2000-2004
(en tonnes, sauf indication contraire)

Production	2000	2001	2002	2003	2004
Cultures de plein champ					
Récolte total de foin (en m ³)	2 363 342	2 391 067	2 175 427	2 287 936	1 895 593
Pommes de terre	9 843	11 366	8 800	7 090	..
Navets	795	730	..	959	666
Carottes	179	296	302	347	374
Céréales	3 041	4 337	..	4 337	10 255
Tomates	931	964	948	1 074	1 318
Concombre	831	1 049	..	896	930
Chou-fleur	89	84	80	71	83
Chou	538	503	558	555	380
Poivrons	203	195	..	79	97
Chou de Chine	255	253	..	269	203
Champignons	447	450	..	465	461

¹ Banque centrale d'Islande (2005a).

² Banque centrale d'Islande (2005a).

³ Association des agriculteurs d'Islande (2005).

Production	2000	2001	2002	2003	2004
Viandes					
Mouton et agneau	9 735	8 616	8 676	8 792	8 644
Bœuf	3 626	3 683	3 639	3 624	3 611
Cheval	1 100	1 055	1 019	912	883
Porc	4 783	5 284	6 011	6 205	5 597
Volaille	3 051	3 776	4 633	5 706	5 392

.. Non disponible.

Source: Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

13. L'Islande est un importateur net de produits agricoles, surtout de produits qui n'ont pas d'équivalents nationaux. Selon les données Comtrade, en 2004, les principales exportations de l'Islande en valeur ont été les chevaux vivants (9 millions de dollars EU) et la viande de mouton (8,4 millions de dollars EU).

14. L'agriculture relève de la compétence du Ministre de l'agriculture. Plusieurs organes subsidiaires relèvent du ministre. En 2005, une loi a été adoptée (la Loi n° 80/2005) qui autorise la création de l'Office agricole d'Islande, lequel est entré en activité le 1^{er} janvier 2006. Entre autres fonctions, l'Office exerce un rôle de surveillance et d'orientation auprès du Ministère de l'agriculture dans tous les domaines se rapportant à la salubrité et à la sécurité sanitaire de la production agricole. L'Office a repris les fonctions de la Direction des services vétérinaires, de la Direction des pêches en eaux douces, du Conseil de classification des viandes, du Service de protection des végétaux et de l'Inspection de l'alimentation animale, des semences et des engrais. L'Office assume aussi maintenant certaines des fonctions administratives exercées auparavant par l'Association des agriculteurs et par le Service de protection des végétaux de l'Université agricole d'Islande.

15. L'Association des agriculteurs continue de conseiller les agriculteurs dans tous les domaines de la vie agricole, tout en intervenant dans les décisions qui sont prises, et de partager des renseignements avec le gouvernement et les autorités publiques. L'Université agricole d'Islande, fondée en 2005, est le résultat d'une fusion entre l'Université agricole de Hvanneyri, le Collège horticole de Reykir et l'Institut de recherche en agriculture. Un second établissement d'enseignement et de recherche en agriculture, de niveau universitaire, se trouve à Holar, dans le nord du pays.

16. La Loi n° 99/1993 sur la production, la tarification et la vente des produits agricoles demeure le principal instrument définissant la politique agricole de l'Islande. Les principaux objectifs officiels de la politique sont les suivants: favoriser l'ajustement structurel et l'accroissement de la performance dans la production et la transformation des produits agricoles; garantir en tout temps un approvisionnement suffisant en produits agricoles; faire en sorte que les revenus des agriculteurs soient équitables par rapport aux gains d'autres professions comparables, et intégrer les préoccupations environnementales dans la politique agricole. Les modifications apportées à la loi durant la période considérée ont porté sur l'amélioration de la qualité des produits agricoles (Loi n° 101/2002) et sur la création d'un mécanisme de stabilisation des prix afin de soutenir les exportations de produits agricoles (Loi n° 82/2003). La Loi n° 84/2002 autorise quant à elle les paiements directs aux agriculteurs qui produisent des légumes et des plantes dans des serres (voir section iii)), et la Loi n° 61/2004 renferme de nouvelles règles sur la production laitière (voir section iii)).

ii) Systèmes généraux de soutien

17. Le soutien au secteur agricole est assuré à la fois par des mesures internes et par des mesures à la frontière. Ainsi que l'a indiqué la Banque centrale d'Islande, l'agriculture islandaise est la plus fortement subventionnée au monde.⁴ L'essentiel de ce soutien est destiné à l'élevage des moutons et à la production laitière et prend la forme de paiements directs aux agriculteurs basés sur des objectifs de soutien (qui sont négociées entre le Ministre de l'agriculture et l'Union des agriculteurs). Le soutien aux producteurs, mesuré d'après le pourcentage de l'ESP, est estimé à plus de deux fois la moyenne de l'OCDE, encore qu'il soit passé de 77 pour cent durant la période 1986-1988 à 70 pour cent durant la période considérée.⁵

18. L'Islande a notifié à l'OMC ses engagements en matière de soutien interne depuis le début de la période de mise en œuvre du Cycle d'Uruguay, la notification la plus récente englobant les années 2001, 2002 et 2003.⁶ Pour 2003, le niveau d'engagement pour la MGS totale de l'Islande durant la période a été de 130,1 millions de DTS, et la MGS totale pour la période a été de 123,6 millions de DTS (somme ajustée pour tenir compte de l'inflation).

19. Les mesures internes englobent divers fonds, en particulier le Fonds d'encouragement de la productivité agricole (APF) et la Caisse de crédit agricole (ALF). En octobre 2005, le gouvernement islandais a vendu l'ALF à la Landsbanki Bank. La caisse a cessé d'exister dans sa forme initiale pour être intégrée dans les activités de la banque.⁷

20. Le Fonds d'encouragement de la productivité agricole (Loi n° 89/1966) accorde des subventions et des prêts destinés à accroître la productivité des activités agricoles et commerciales des exploitations. Il prend aussi des participations pour renforcer de nouveaux secteurs d'activité en agriculture, réorganiser des activités, et soutenir des projets entrepris dans les zones rurales et créer ainsi des emplois de substitution. Les revenus du fonds viennent du Ministère de l'agriculture ainsi que des droits de douane perçus sur l'alimentation animale importée. En 2004, les revenus se sont chiffrés à 235 millions de couronnes islandaises, et l'APF a versé 205,2 millions de couronnes islandaises.⁸

21. En 2003, année la plus récente pour laquelle existe une information, les autres formes d'aide de la "case verte" ont totalisé 4,320 milliards de couronnes islandaises. Les formes d'aide étaient les suivantes: services généraux aux agriculteurs (recherche générale; recherche particulière sur un produit; lutte phytosanitaire et lutte contre les maladies; services de vulgarisation et de consultation; et services de commercialisation et de promotion) (1,128 milliard de couronnes islandaises); frais de stockage; programme pour la viande de mouton (260,1 millions de couronnes islandaises); paiements directs aux éleveurs de moutons (2,034 milliards de couronnes islandaises); paiements compensatoires pour le bétail (42,7 millions de couronnes islandaises) et programmes de restructuration financière et matérielle pour cause de handicaps structurels; retrait permanent de

⁴ Banque centrale d'Islande (2005a).

⁵ Information en ligne de l'OCDE: <http://www.oecd.org/dataoecd/34/10/35331600.pdf>.

⁶ Document de l'OMC G/AG/N/ISL/26 du 16 décembre 2005.

⁷ Information en ligne du Ministère de l'agriculture: <http://www.landbunadarraduneyti.is/frettir/frettatilkynningar/nr/758>.

⁸ Information en ligne du Fonds d'encouragement de la productivité agricole: <http://www.fl.is>.

droits de production de viande de mouton; régime de retraite des agriculteurs (plans de retraite) (449,2 millions de couronnes islandaises); et programmes de protection de l'environnement et de création de boisements (405,7 millions de couronnes islandaises).⁹

22. Dans sa plus récente notification sur le sujet, l'Islande informait l'OMC qu'elle n'avait pas versé de subventions à l'exportation durant les années civiles 2000, 2001 et 2002.¹⁰

iii) Soutien à la production laitière, à la production ovine et à la production légumière

23. Un nouvel accord régissant la production laitière jusqu'en 2012 a pris effet le 1^{er} septembre 2005 (Loi n° 61/2004 modifiant la Loi n° 99/1993). L'accord maintient le système de quotas de production pour les fermes laitières. Le quota de production de chaque ferme laitière représente une part spécifique du quota de production du pays tout entier, quota qui est fondé sur les ventes de l'année antérieure. Les quotas de production des fermes peuvent être cédés et vendus. En 2004/05, le quota de production pour l'ensemble du pays était de 106 millions de litres. Pour 2005/06, le quota est passé à 111 millions de litres (Règlement n° 620/2005). Le Ministère de l'agriculture détermine les quotas des exploitations et il est conseillé en la matière par l'Association des agriculteurs. Les paiements directs pour l'exercice 2005/06 sont fixés à 3,9 milliards de couronnes islandaises. Durant la période visée par l'accord, les dépenses publiques seront réduites de 1 pour cent chaque année.¹¹

24. Le Comité de fixation des prix des produits agricoles (Verdlagsnefnd Buvara) établit un prix producteur minimal pour le lait chaque année et fixe régulièrement le prix de gros de plusieurs produits laitiers. La législation prévoit l'abolition possible des prix administrés à tout moment, par décision des autorités compétentes.

25. La Loi n° 85/2004 prévoit que les laiteries peuvent se concerter pour abaisser les coûts de production, d'entreposage et de distribution, malgré l'interdiction d'une telle concertation dans la Loi sur la concurrence (Loi n° 44/2005) (voir aussi chapitre III 4) ii)).

26. En 2001, a été conclu un accord sur la production ovine applicable jusqu'en 2007 (Loi n° 88/2000 modifiant la Loi n° 99/1993). Le soutien aux agriculteurs se présente sous deux formes principales. D'abord, les agriculteurs reçoivent un paiement direct fondé sur l'objectif de soutien de l'exploitation qui est enregistré pour chaque exploitation par l'Association des agriculteurs, la production de l'an 2000 servant de référence. Cet objectif de soutien n'est pas rattaché au niveau effectif de production. Il confère plutôt le droit à un certain montant de paiements directs, et donc les agriculteurs peuvent recevoir un paiement intégral quel que soit leur niveau de production. En 2004, environ 1 500 éleveurs de moutons ont eu droit à des paiements directs, lesquels pour 2006 sont estimés à 1,6 milliard de couronnes islandaises. Deuxièmement, les agriculteurs qui répondent aux critères de production avec contrôle de la qualité (critères exposés dans la Loi n° 101/2002 et le Règlement n° 175/2004) peuvent recevoir un paiement spécial. Pour 2006, ces paiements sont estimés à 552 millions de couronnes islandaises. L'accord (Loi n° 88/2000 modifiant la Loi n° 99/1993) fait également état de projets du gouvernement d'acheter certaines quantités jusqu'à

⁹ Document de l'OMC G/AG/N/ISL/26 du 16 décembre 2005; Budget 2005.

¹⁰ Document de l'OMC G/AG/N/ISL/22 du 29 avril 2003.

¹¹ Association des agriculteurs d'Islande (2005); et information en ligne du Ministère de l'agriculture: <http://www3.landbunadarraduneyti.is/upplysingar/bunadarmal/nr/532>.

concurrence des objectifs de soutien aux agriculteurs, à des prix établis.¹² Ces projets ont été mis à exécution peu après la prise d'effet de l'accord. Les prix de gros et prix producteurs administrés ont été abolis en 1995 et 1998 respectivement. L'Association des producteurs de viande de mouton propose chaque année une liste de prix recommandés.¹³

27. Les producteurs de viande d'agneau sont tenus d'exporter un certain pourcentage de leur production annuelle afin de réguler l'offre intérieure de ce produit. Ce régime est défini par la Loi sur la production, la tarification et la vente des produits agricoles (n° 99/1993) et il est mis en œuvre par le Règlement n° 524/1998. Chaque année, le Ministère de l'agriculture annonce le pourcentage des approvisionnements intérieurs en viande d'agneau qui doit être exporté, compte tenu des recommandations de l'Association des agriculteurs. Les niveaux d'exportation fixés pour les cinq périodes d'abattage les plus récentes sont les suivants: jusqu'à 18 pour cent (2005/06); jusqu'à 36 pour cent (2004/05); jusqu'à 38 pour cent (2003/04); 25 pour cent (2002/03) et 10 pour cent (2001/02). Si les abattoirs n'exportent pas les pourcentages requis de viande d'agneau d'origine nationale, ils doivent payer des amendes correspondant à la différence entre les prix locaux et les prix à l'exportation.¹⁴

28. En 2002, un accord a été conclu entre le Ministère de l'agriculture et les producteurs de légumes (Loi n° 84/2002 modifiant la Loi n° 99/1993). Cet accord prévoit des paiements directs aux agriculteurs qui produisent tomates, concombres et poivrons. Selon les autorités, l'accord visait à offrir à ces producteurs un soutien lié à la production quand l'importation en franchise de tels produits était autorisée. Le Règlement n° 1080/2005 fixe le niveau de soutien pour 2006 à 201 millions de couronnes islandaises. Le soutien sera apporté aux agriculteurs en fonction des types de légumes produits et en fonction des quantités vendues.

iv) Droits de douane et contingents tarifaires

29. Le droit NPF moyen appliqué à l'agriculture (définition CITI) en 2005 était de 18,3 pour cent (tableau III.2). À la suite du Cycle d'Uruguay, la totalité des lignes tarifaires agricoles de l'Islande sont consolidées, contre 58 pour cent lors du premier examen, en 1994. Les taux consolidés moyens restent bien supérieurs aux droits appliqués; le taux consolidé final moyen est de 120,5 pour cent.

30. L'Islande s'est réservé le droit de recourir à des contingents tarifaires qui ont été soumis dans la Liste LXII – Islande (contingents tarifaires consolidés) et plus tard transposés dans la classification du SH96, laquelle a pris effet le 27 janvier 2003.¹⁵ Au total, 528 produits (lignes tarifaires) sont sujets à des contingents consolidés dans la classification du SH96, pour lesquels l'Islande a pris, en vertu de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, des engagements en matière d'accès courant ou minimal. Sur ces 528 produits, 396 sont soumis à des droits *ad valorem* et 132 à des droits composés (principalement des engagements en matière d'accès minimal). Pour plusieurs lignes, le régime contingentaire n'a pas

¹² Information en ligne du Ministère de l'agriculture: <http://www3.landbunadarraduneyti.is/upplysingar/bunadarmal/nr/310>.

¹³ Information en ligne de l'Association des agriculteurs d'Islande: <http://www.bondi.is/landbunadur/wgbi.nsf/key2/vstr6djfhx.html>.

¹⁴ Information en ligne du Ministère de l'agriculture: <http://www.landbunadarraduneyti.is>.

¹⁵ Document de l'OMC WT/Let/477 du 18 octobre 2004, Certification de modifications et de rectifications apportées à la Liste LXII – Islande.

été appliqué, et seuls des droits appliqués égaux ou inférieurs aux taux contingentaires correspondants ont été utilisés.

31. En pratique, seuls 86 produits (au niveau des positions à huit chiffres) étaient soumis à des contingents tarifaires en 2005 (tableau IV.2). Les droits hors contingents étaient tous des droits composés. La partie spécifique des droits allait de 52 couronnes islandaises le kg à 1 462 couronnes islandaises le kg. Les droits contingentaires étaient tous des droits composés, sauf pour deux lignes prévoyant des droits *ad valorem*; tous les droits composés comportaient des éléments *ad valorem* en franchise et des éléments spécifiques allant de 26 couronnes islandaises le kg jusqu'à 576 couronnes islandaises le kg.

Tableau IV.2
Produits soumis à des contingents tarifaires, 1^{er} juillet 2004-30 juin 2005

Désignation	Droit hors contingent	Taux contingentaires (%)	Taux contingentaires (ISK/kg)	Contingent tarifaire final (période 07.04-06.05)	Taux d'utilisation (%)
Viande de bœuf^a					
0202.3, 0210.2001	30% + (510 à 1 462 ISK/kg)	0	547; 333	95 000	57
Viande de porc^a					
0203.29, 0210.1200, 0210.1901, 0210.1909	30% + (361 à 1 462 ISK/kg)	0	443; 317 360; 360	64 000	17,5
Volaille^a					
0207.1, 0207.2, 0207.3	30% + (439 à 900 ISK/kg), 30% + (499 à 1 000 ISK/kg), 30% + (256 à 1 000 ISK/kg)	0	163; 224 224	59 000	216,6
Autres viandes^a					
0208.9007, 0208.9008	30% + (1 014 ISK/kg)	0	515	9 000	..
Viandes fabriquées^b		0			
1602.1001, 1602.1009, 1602.2011, 1602.2012, 1602.2019, 1602.2021, 1602.2022, 1602.2029, 1602.3101, 1602.3102, 1602.3109, 1602.3201, 1602.3202, 1602.3209, 1602.3901, 1602.3902, 1602.3909, 1602.4101, 1602.4102, 1602.4109, 1602.4201, 1602.4202, 1602.4209, 1602.4901, 1602.4902, 1602.4909, 1602.5001, 1602.5002, 1602.5009, 1602.9011, 1602.9012, 1602.9019, 1602.9021, 1602.9022, 1602.9029	30% + (177 à 1 144 ISK/kg)	0	92; 92; 129 129; 44; 129 78; 26; 224 224; 115 224; 224 115; 224 224; 115 576; 343 115; 412 247; 83 511; 307 102; 400 304; 102 442; 265 89; 442 265; 89	86 000	90,2
Beurre^c					
0405	30% + (220 à 623 ISK/kg)	0	220	53 000	0
Fromage^c					
0406.1000, 0406.2000, 0406.3000, 0406.4000, 0406.9000	30% + (430 à 500 ISK/kg)	0	156; 156 117; 179 175	119 000	141

Désignation	Droit hors contingent	Taux contingentaires (%)	Taux contingentaires (ISK/kg)	Contingent tarifaire final (période 07.04-06.05)	Taux d'utilisation (%)
Plantes vertes ne dépassant pas 1m de hauteur; fleurs fraîches^d					
0602.9095, 0603.1009	30% + 95 ISK/article 30% + 200 ISK/article	30	0	2 500; 125 000 (période 07.04-12.04)	..

.. Non connu.

a Règlement n° 403/2004.

b Règlement n° 401/2004.

c Règlement n° 402/2004.

d Règlement n° 400/2004.

Source: Règlements n° 400, 401, 402, 403/2004 du Ministère de l'agriculture; et document de l'OMC G/AG/N/ISL/25.

32. Les attributions de contingents aux importateurs sont décidées par le Ministre de l'agriculture, qui se fonde sur les recommandations faites par un comité spécial composé de représentants des Ministères de l'agriculture, du commerce et des finances. Les règlements décrivant les divers contingents tarifaires sont accessibles en ligne.¹⁶ Si les demandes dépassent le contingent disponible, les attributions sont mises aux enchères et les contingents sont toujours attribués au plus offrant. Le processus d'adjudication a pour effet d'entraîner des impositions additionnelles à l'importation. Par exemple, en juin 2005, 12 soumissions ont été reçues pour l'importation de 345 000 kg de volaille, alors que le contingent disponible se chiffrait à seulement 59 000 kg. Six soumissions ont été acceptées, pour un prix moyen de 393 couronnes islandaises le kg.¹⁷

33. Depuis le début de 2006, les contingents ne sont pas attribués à des pays particuliers. À compter de 2007 toutefois, un système contingentaire réciproque sera mis en application avec l'Union européenne.

v) Autres mesures à la frontière

34. Des formalités de licences d'importation et autres restrictions frappent plusieurs produits agricoles, notamment les animaux vivants, les productions animales et les produits susceptibles de contenir des agents infectieux réputés dangereux pour la santé animale et humaine, ainsi que l'alimentation animale, les semences et les produits végétaux (chapitre III vi)). En outre, plusieurs conditions attachées à certaines importations d'aliments pour la consommation humaine et d'aliments pour animaux de compagnie qui contiennent de la viande requièrent la production de certificats.¹⁸

¹⁶ Information en ligne du Ministère de l'agriculture: <http://www.landbunadarraduneyti.is/upplýsingar/flutningur-buvara/tollkvotar/>.

¹⁷ Information en ligne du Ministère de l'agriculture, Uthlutun tollkvota i juni 2005: <http://www.landbunadarraduneyti.is/upplýsingar/flutningur-buvara/tollkvotar/nr/663>.

¹⁸ Règlement n° 509/2004 sur les mesures propres à prévenir l'introduction en Islande de maladies animales et de produits contaminés, chapitre III.

35. L'Islande s'est réservé le droit de recourir, pour tous les produits soumis à des contingents tarifaires, aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture qui concernent les sauvegardes spéciales. Elle a toutefois signalé qu'elle n'avait pas à ce jour invoqué lesdites dispositions.¹⁹

vi) Imposition intérieure

36. L'Islande applique plusieurs taxes sur les produits agricoles, ainsi que des prélèvements au niveau de la production, comme il est indiqué dans le tableau IV.3.

Tableau IV.3
Recettes du Trésor provenant des taxes et redevances appliquées aux activités agricoles, 2004
(en millions de couronnes islandaises)

Source et type d'imposition	Taxes perçues
Institut de l'agriculture	
Taxe d'inspection de l'alimentation animale: fixée à 0,9% du prix c.a.f. des aliments, et à 0,17% du prix c.a.f. de la farine de poisson et de l'huile de foie de morue, importées ou d'origine nationale; sert à payer les inspections effectuées par l'Institut de l'agriculture (Règlement n° 340/2001)	19
Université agricole (auparavant Institut de recherche en agriculture)	
Taxe d'inspection à l'importation de végétaux, de terre et d'engrais: équivaut à 1 à 2% du prix c.a.f. selon le produit	15
Fonds d'encouragement de la productivité agricole	
Taxe sur l'alimentation animale: fixée à 0,80 couronne islandaise le kg de matières premières importées, et à 7,80 couronnes islandaises le kg de composés alimentaires entiers importés. La taxe est remboursée intégralement aux salmiculteurs et aux éleveurs d'animaux à fourrure, et partiellement aux autres sous-secteurs agricoles (Loi n° 87/1995 et Règlement n° 431/1996). Le reste du revenu tiré de la taxe sur l'alimentation animale est versé au Fonds d'encouragement de la productivité agricole pour qu'il en dispose sous la forme de prêts et de subventions à des projets agricoles. En 2004, l'APF a reçu 50 millions de couronnes islandaises.	50
Autres droits et impositions	
Location d'un bien agricole de l'État	39
Prélèvement sur le revenu agricole: fixé à 2% du revenu agricole total de l'exploitation (Loi n° 84/1997 modifiée par la Loi n° 59/2002). À compter du 1 ^{er} janvier 2006, ce prélèvement sera ramené à 1,2%. La collecte et la distribution du prélèvement sont administrées par l'Association des agriculteurs, et le prélèvement est partagé entre plusieurs institutions, dont la Caisse de crédit agricole.	400

Source: Budget 2005, Fonds d'encouragement de la productivité agricole (2003 et 2004), *Rapport annuel*; Caisse de crédit agricole (2003 et 2004) *Rapport annuel*; Règlement n° 110/1992, Règlement n° 340/2001: Modification n° 13, Loi n° 87/1995; et Loi n° 59/2002.

3) PÊCHE ET TRANSFORMATION DU POISSON

i) Principales caractéristiques

37. La pêche demeure la plus importante activité économique de l'Islande. En 2004, les activités de pêche et de transformation du poisson ont représenté environ 8,7 pour cent du PIB et 60 pour cent des recettes totales d'exportation de marchandises, contre 71 pour cent en 1998 et environ 90 pour cent au début des années 60.²⁰ Quelque 9 900 personnes travaillent directement dans le secteur de la pêche ou de la transformation du poisson, dont 4 500 sont des pêcheurs.²¹ Les principales espèces

¹⁹ Documents de l'OMC G/AG/N/ISL/3 du 17 octobre 1996; G/AG/N/ISL/7 du 15 juillet 1997; G/AG/N/ISL/13 du 26 janvier 1999; G/AG/N/ISL/18 du 23 février 2001; G/AG/N/ISL/21 du 30 octobre 2002; G/AG/N/ISL/23 du 29 juillet 2003.

²⁰ Banque centrale d'Islande (2005).

²¹ Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

pêchées dans les eaux islandaises sont la morue, l'aiglefin, le lieu noir, le sébaste, le flétan, le hareng, le capelan et le merlan bleu.²² La morue est l'espèce la plus importante en termes économiques, puisqu'elle a représenté 41 pour cent de la valeur totale des captures dans les eaux islandaises en 2004.²³ La flotte de pêche islandaise enregistrée totalisait 1 824 bateaux de pêche en 2004, dont 1 614 étaient actifs.²⁴

38. Les exportations de produits marins ont été évaluées à 121,7 milliards de couronnes islandaises en 2004, pour des captures totales d'environ 1,7 million de tonnes. Quelque 97 pour cent des captures totales sont exportées. La majorité des produits de la pêche islandais sont exportés vers l'UE, en particulier le Royaume-Uni. Les autres marchés d'exportation importants sont les États-Unis et le Japon. En 2004, l'Islande a importé environ 200 000 tonnes de produits marins (matières premières)²⁵, pour une valeur totale de 6,5 millions de couronnes islandaises. La plupart de ces produits provenaient de navires enregistrés en Norvège, aux îles Féroé et au Groenland, et ont été transformés pour être ensuite exportés.²⁶

39. De nombreuses fusions ont eu lieu entre un grand nombre des principales sociétés de pêche au cours de la période considérée, les entreprises cherchant à accroître leur rendement et à bénéficier d'économies d'échelle. Au 1^{er} septembre 2005, les dix principales sociétés de pêche détenaient des droits de capture représentant environ 46 pour cent des avoirs contingentaires totaux²⁷; les deux plus importants, HB Grandi hf. et Samherji hf., en détenaient plus de 16 pour cent.

40. On s'est aussi employé récemment à mettre en valeur les capacités aquacoles de l'Islande. Comme l'a signalé le Ministère de la pêche, d'importantes sociétés de pêche ont investi dans ce domaine et songent à étendre encore leurs activités. De même, la recherche effectuée dans ce domaine par l'Institut d'océanographie, une recherche axée sur le potentiel piscicole du flétan de l'Atlantique, de la morue, du flétan du Groenland et de l'ormeau, a été élargie à la faveur d'un accroissement de la capacité de son laboratoire de mariculture situé sur le littoral sud-ouest de l'Islande. Le Ministère de la pêche estime que, en 2009, la valeur à l'exportation des produits de l'aquaculture sera d'environ 5 milliards de couronnes islandaises, contre 1 milliard en 2001.²⁸

ii) Cadre institutionnel et juridique

41. Le Ministère de la pêche a pour mandat de gérer les activités de pêche en Islande, et notamment de fixer chaque année le total autorisé de captures (TAC) (Loi n° 38/1990, article 3), de veiller à la conservation des ressources marines vivantes et d'appuyer les activités de

²² Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

²³ Banque centrale d'Islande (2005).

²⁴ Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

²⁵ Statistique Islande inclut dans les "matières premières" les poissons benthiques, les poissons plats, les poissons pélagiques et les mollusques et crustacés. Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

²⁶ Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

²⁷ Banque centrale d'Islande (2005).

²⁸ Ministère de la pêche (2004).

recherche-développement dans le secteur.²⁹ Le Ministère est assisté dans ses fonctions par la Direction de la pêche, l'Institut d'océanographie et les Laboratoires des pêcheries islandaises (IFL). La Direction de la pêche est chargée de l'administration quotidienne des ressources marines vivantes et d'appliquer la politique gouvernementale et la législation dans ce domaine.³⁰ L'Institut d'océanographie conduit des recherches sur l'environnement marin de l'Islande et conseille officiellement le Ministère de la pêche dans les stratégies à suivre pour des activités de pêche durables ainsi qu'à propos du TAC.³¹ Les Laboratoires des pêcheries islandaises sont un institut de recherche qui exerce ses activités sous les auspices du Ministère de la pêche.³²

42. S'agissant de l'aquaculture, le Ministère de l'agriculture est responsable des espèces d'eau douce, le Ministère de la pêche est responsable des espèces marines et le Ministère de l'environnement est habilité à délivrer des permis d'exploitation.

43. La Loi sur la gestion des pêcheries (Loi n° 38/1990 et modifications ultérieures) vise à promouvoir la conservation, ainsi que l'utilisation rentable et durable des stocks marins exploitables présents dans les bancs de pêche islandais, ainsi qu'à assurer la stabilité de l'emploi et la viabilité économique des communautés de pêcheurs partout dans le pays (article 1). Le Ministère de la pêche fixe chaque année le TAC des 25 espèces de poisson soumises à des quotas, qui toutes ensemble représentent environ 95 à 97 pour cent de la valeur du total annuel des captures.³³ Des parts de quota fixes du TAC sont attribuées à chacun des bateaux de pêche en fonction de leurs captures historiques antérieures à la mise en place du système de quotas.³⁴ En 2004, le régime de quotas a été sans restriction élargi aux bateaux de petite taille (moins de 15 tonnes).³⁵

44. Durant la campagne de pêche 2004/05, a été instituée une redevance de pêche payable par les propriétaires de navires détenant des droits de capture (Loi n° 85/2002 modifiant la Loi n° 38/1990); elle sera introduite progressivement, jusqu'à son application intégrale durant la campagne de pêche 2009/10. Pour chaque campagne de pêche, la redevance est fondée sur les gains du secteur de la pêche ainsi que sur l'attribution des permis de capture.³⁶ Selon les autorités, une somme d'environ 1 milliard de couronnes islandaises a été perçue au titre des redevances durant la campagne de pêche 2004/05.

45. En vertu de la Loi n° 85/2002 (modifiant la Loi n° 38/1990), une entreprise de pêche ne peut pas contrôler plus de 12 pour cent de la valeur des quotas totaux attribués pour l'ensemble des espèces, ni plus de 35 pour cent de ceux attribués pour une espèce donnée (en fonction de l'espèce).

²⁹ Information en ligne du Ministère de la pêche: <http://eng.sjavarutvegsraduneyti.is>.

³⁰ Information en ligne de la Direction de la pêche: <http://www.fiskistofa.is>.

³¹ Information en ligne de l'Institut d'océanographie: <http://www.hafro.is>.

³² Information en ligne des Laboratoires des pêcheries islandaises: <http://www.rfisk.is>.

³³ La campagne de pêche s'étend du 1^{er} septembre au 31 août.

³⁴ Les parts de quota sont principalement attribuées sur la base des captures des diverses espèces durant la période 1981-1983.

³⁵ Loi n° 74/2004 (modifiant la Loi n° 38/1990).

³⁶ Le mode de calcul de la redevance de pêche est décrit dans un document du Ministère de la pêche (non daté).

Les quotas sont cessibles, en totalité ou en partie; cependant, ils ne peuvent passer d'un petit bateau (définition ci-dessus) à un bateau plus grand. La cession de quotas peut se faire toutefois de la grande flotte de pêche à la petite. Comme l'ont signalé les autorités, un pourcentage important du quota annuel de captures est échangé chaque année; il s'agit pour l'essentiel de cessions intrasociétés entre bateaux appartenant au même exploitant. L'échange de quotas inter-espèces est courant lui aussi, les exploitants échangeant une partie de leur quota annuel de captures d'une espèce pour un quota de captures d'une autre espèce. Les quotas de captures sont également échangés contre de l'argent.³⁷ Les demandes de cessions de quotas sont adressées à la Direction de la pêche, qui vérifie la cession et l'enregistre. Le Ministre de la pêche peut aussi attribuer des quotas discrétionnaires à concurrence de 12 000 tonnes de morue, quotas qui tiennent lieu d'amortisseurs et de moyens d'action au niveau régional (Loi n° 147/2003). Ces quotas discrétionnaires représentent un faible pourcentage des captures totales.

46. La propriété d'entreprises de pêche et d'entreprises de transformation primaire du poisson³⁸ est limitée aux nationaux islandais et aux personnes morales islandaises appartenant intégralement à des nationaux islandais ou à des personnes morales islandaises contrôlées par des résidents islandais, la part des résidents étrangers ne pouvant pas dépasser 25 pour cent, part calculée d'après le capital-actions ou le capital initial. Cependant, si la part d'une personne morale islandaise dans une personne morale exerçant des activités de pêche ou de transformation du poisson en Islande ne dépasse pas 5 pour cent, la part du résident étranger peut atteindre 33 pour cent. Il n'y a pas de limites à la propriété étrangère dans les entreprises de transformation secondaire du poisson, si ce n'est les restrictions d'application générale qui sont prévues dans les lois sur les sociétés à responsabilité limitée.

47. Dans les engagements horizontaux de la Liste de l'Islande selon l'AGCS, il est précisé que les investissements de non-résidents dans des entreprises piscicoles ne peuvent pas dépasser 250 millions de couronnes islandaises au cours d'une année à moins qu'une concession spéciale ne soit accordée. Dans le cadre du cycle actuel de négociations commerciales, l'Islande a présenté au titre de l'AGCS une offre conditionnelle de suppression de cette limite, pour autant que les investissements soient signalés au Ministère du commerce et de l'industrie et à la Banque centrale d'Islande.³⁹

48. L'Islande est favorable à un accord sectoriel sur le poisson et les produits à base de poisson qui conduirait à l'élimination ou à la réduction substantielle des droits de douane dans le cadre du cycle actuel des négociations commerciales, et elle a présenté une communication en ce sens, conjointement avec plusieurs autres Membres de l'OMC.⁴⁰ L'Islande appuie, dans le cycle actuel des négociations commerciales, la réduction des subventions aux pêcheries ayant des effets de distorsion

³⁷ Discours du Secrétaire permanent du Ministère de la pêche en Islande, Moscou, 11 septembre 2005 (<http://eng.sjavarutveggraduneyti.is>).

³⁸ Comprend la congélation, la salaison, le séchage et toute autre transformation destinée à protéger le poisson et autres produits marins contre la décomposition, y compris la production d'huile de poisson et de farine de poisson.

³⁹ Document de l'OMC TN/S/O/ISL/Rev.1 du 14 juin 2005.

⁴⁰ Document de l'OMC TN/MA/W/63 du 18 octobre 2005. Communication conjointe du Canada, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, de Singapour et de la Thaïlande sur l'"Accès aux marchés pour les produits non agricoles - Libéralisation du commerce du poisson et des produits à base de poisson".

sur le commerce. Elle a présenté au Groupe de négociation sur les règles, conjointement avec d'autres Membres de l'OMC, deux communications sur les subventions aux pêcheries.⁴¹

49. Comme il est indiqué dans le chapitre III 4) iii) b), l'appui des pouvoirs publics au secteur de la pêche comprend: le Fonds des activités de pêche, institué en 2003⁴² (il comprend les avoirs du Fonds de développement pour la pêche, qui a été dissous en octobre 2005); le Fonds pour la recherche visant à accroître la valeur des produits de la mer; les subventions au renforcement des connaissances scientifiques dans l'aquaculture marine⁴³; enfin les aides publiques aux entreprises nationales de transformation du poisson pour qu'elles appuient la formation professionnelle dans l'industrie de la pêche.

50. L'Accord sur l'EEE n'englobe pas la pêche, mais des règles européennes sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires s'appliquent aux produits de la mer originaires d'Islande. L'Islande a conclu plusieurs accords bilatéraux qui permettent à certains pays de pêcher dans les eaux islandaises.⁴⁴

51. Il appartient à la Direction de la pêche de délivrer des permis de pêche temporaires aux bateaux étrangers, conformément aux décisions du Ministère de la pêche et aux accords de pêche internationaux auxquels l'Islande est partie. Les autorités des pays qui bénéficient de droits de pêche à la faveur d'accords internationaux doivent demander des permis de pêche à la Direction avant que leurs bateaux ne puissent commencer à pêcher (Loi n° 22/1998, article 6). L'Islande est partie à plusieurs conventions et accords internationaux.⁴⁵

4) AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

52. Les activités manufacturières en Islande se concentrent principalement dans les industries énergivores, étant donné la dotation naturelle de l'Islande en sources d'énergie. Quelque 16 900 personnes travaillaient dans les activités manufacturières (à l'exclusion de la transformation du poisson) en 2004. Selon les données de Statistique Islande, les principales activités, d'après la valeur des ventes, sont les produits alimentaires et les boissons (environ 55 pour cent du total), suivis, de loin, par les métaux de base (14 pour cent) (tableau IV.4).

53. Le secteur manufacturier est orienté vers l'exportation, étant donné la taille modeste du marché intérieur. Selon la base de données de Comtrade de la DSNU, les exportations de produits manufacturés ont représenté environ 35 pour cent des exportations totales de marchandises en 2004 (y compris les métaux non ferreux); l'aluminium a représenté 18 pour cent du total (509 millions de dollars EU), suivi des médicaments avec 4,3 pour cent (122 millions de dollars EU) et quelques

⁴¹ Document de l'OMC TN/RL/W/196 du 22 novembre 2005 (document conjoint du Brésil, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, du Pakistan, du Pérou et des États-Unis) et document de l'OMC TN/RL/W/58 du 10 février 2003 (communication de l'Argentine, du Chili, de l'Islande, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège et du Pérou).

⁴² Loi n° 146/2003.

⁴³ Document de l'OMC G/SCM/N/123/ISL du 16 novembre 2005.

⁴⁴ Des accords ont été conclus avec les îles Féroé, le Groenland/Danemark, la Norvège, la Russie et la CEE.

⁴⁵ Pour une liste des conventions et accords internationaux auxquels l'Islande est partie, voir Ministère de la pêche (non daté).

machines non électriques (81 millions de dollars EU). L'aluminium est la seconde marchandise d'exportation en importance après les produits de la pêche. La valeur des exportations s'est accrue d'environ 14 pour cent en 2004, et à un taux annuel moyen de près de 10 pour cent au cours de la période 2000-2004.

Tableau IV.4
Produits manufacturés, 2004

	Valeur des ventes (en millions de ISK)	Pourcentage
Autres activités extractives	1 475	0,5
Produits alimentaires et boissons	166 644	55,1
Textiles	3 234	1,1
Vêtements; apprêtage et teinture des fourrures	725,2	0,2
Bois et produits en bois	3 387	1,1
Pâte de bois, papier et produits en papier	1 866	0,6
Édition, impression et reproduction de supports enregistrés	16 290	5,4
Produits chimiques	15 709	5,2
Produits en caoutchouc et en plastique	4 818	1,6
Autres produits minéraux non métalliques	11 012	3,6
Métaux de base	42 880	14,2
Fabrications métalliques, sauf matériel et outillage/matériel et outillage n.d.a.	19 142	6,3
Machines et appareils électriques n.d.a./équipements de radio, de télévision et de communications	854	0,3
Instruments médicaux, de précision et d'optique, montres et horloges	4 514	1,5
Véhicules automobiles, remorques et semi-remorques	294	0,1
Autres équipements de transport	6 319	2,1
Meubles, fabrication n.d.a.	3 327	1,1

Source: Information en ligne de Statistique Islande: <http://www.statice.is>.

54. Les importations de produits manufacturés ont totalisé 2,7 milliards de dollars EU en 2004, ce qui représente les trois quarts des importations totales. Les importations les plus importantes ont été les machines et les équipements de transport, qui ont représenté environ 37 pour cent des importations totales, en particulier les produits automobiles (376 millions de dollars EU), quelques machines non électriques (347 millions de dollars EU), des équipements de bureau et de télécommunications (236 millions de dollars EU), et d'autres biens de consommation.⁴⁶ Quelque 74 pour cent des importations de produits manufacturés ont été admis en Islande en franchise en 2005⁴⁷; le droit NPF moyen était de 2,5 pour cent, et les taux les plus élevés ont été appliqués aux importations de vêtements et de chaussures.⁴⁸

⁴⁶ Les importations de marchandises classées dans le chapitre 84 du SH étaient soumises à un taux de droit NPF moyen de 0,8 pour cent; les marchandises relevant du chapitre 85 du SH étaient soumises à un taux moyen de 4,4 pour cent, tandis que celles relevant du chapitre 87 du SH étaient soumises à un taux moyen de 1,4 pour cent. Pour ces trois chapitres, les importations ont représenté un tiers des importations totales en 2004.

⁴⁷ Les importations de marchandises relevant des chapitres 25, 26, 28, 29, 31, 47, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 60, 72, 81, 86, 88, 90 et 92 du SH se sont faites entièrement en franchise de droits.

⁴⁸ Les importations de marchandises relevant des chapitres 61, 62 et 64 sont soumises à des taux de droits moyens de 14,2 pour cent, 14,4 pour cent et 13,9 pour cent respectivement.

55. Comme il avait été indiqué lors de l'examen antérieur, la participation étrangère dans les industries de l'aluminium et du ferrosilicium est élevée, et les activités ont été importantes en ces domaines au cours de la période considérée. À la suite de la fusion entre Alcan et le Suisse Alusuisse Lonza AG, en 2000, c'est aujourd'hui une filiale du Canadien Alcan qui est le propriétaire et l'exploitant de la plus importante aluminerie d'Islande, située à Straumsvík. Le propriétaire et exploitant antérieur de l'aluminerie était une filiale d'Alusuisse.

56. En mars 2003, le Parlement donnait son approbation pour la construction, par l'Américain Alcoa, d'une fonderie d'aluminium à Reydarfjörður, dans l'est de l'Islande. La fonderie devrait commencer la production en 2007. Parallèlement, à Mideyri, une nouvelle centrale hydroélectrique et une nouvelle installation portuaire sont aussi en cours de construction, la première par la Compagnie nationale d'électricité et la seconde par le Fonds de gestion du port de Fjarðarbyggð.⁴⁹ En avril 2004, la Colombia Ventures Corporation vendait à l'entreprise américaine Century Aluminium Company la Nordurál, installation de réduction primaire par l'aluminium située à Grundartangi. La Century Aluminium a investi considérablement au cours des deux dernières années dans cette installation, faisant passer sa production de 90 000 tonnes par an à 220 000 tonnes par an.⁵⁰

57. En 2002, la société norvégienne Elkem ASA renforçait encore sa participation dans Icelandic Alloys Ltd., qui exploite l'unique usine de ferrosilicium d'Islande, située à Grundartangi, en achetant les participations restantes du gouvernement (10,49 pour cent), celles détenues par la société japonaise Sumitomo Corporation (3,4 pour cent), ainsi que les actions de plusieurs autres actionnaires (10,67 pour cent). En janvier 2003, le Groupe Elkem était propriétaire de 97,2 pour cent de l'entreprise islandaise.⁵¹

58. Une particularité de la période considérée a été la croissance des ventes, y compris à l'exportation, de produits médicaux et médicamenteux, notamment prothèses, produits génériques, technologies diagnostiques et logiciels médicaux. Nombre des entreprises concernées sont des petites et moyennes entreprises spécialisées.⁵²

59. Les autorités islandaises ont souligné que la conjoncture internationale récente a ouvert d'autres possibilités pour l'Islande sur les marchés internationaux. Outre ce qui précède, les autorités ont indiqué que la conception et la fabrication de logiciels sont un secteur en forte croissance et que la biotechnologie est aujourd'hui un nouveau domaine d'activité. Finalement, elles ont relevé que les investissements islandais à l'étranger augmentent constamment et offrent ainsi aux sociétés islandaises un meilleur accès au financement et au capital-risque.

⁴⁹ Information en ligne d'Alcoa: <http://www.alcoa.com/iceland/en/home.asp>.

⁵⁰ Information en ligne de Century Aluminium: <http://www.centuryca.com>.

⁵¹ Information en ligne de Elkem ASA: <http://www.elkem.com>.

⁵² Information en ligne du Répertoire islandais d'exportation: <http://www.icelandexport.is>. Les principales sociétés sont: Össur (<http://www.ossur.com>); Actavis (<http://www.actavis.com>); deCODE genetics (<http://www.decode.com>); et Encode (<http://www.encode.is>).

5) ÉNERGIE

i) Caractéristiques principales

60. Presque toute l'électricité produite en Islande vient de l'énergie hydroélectrique ou géothermique. En 2005, un total de 8 679 gigawattheures (GWh) d'électricité a été produit, bien en deçà du plein potentiel de l'Islande (estimé à 30 térawattheures (TWh) par année pour l'hydroélectricité et à 20 TWh par année pour l'énergie géothermique).⁵³ L'Islande n'est pas un exportateur d'énergie, mais un fort pourcentage de l'électricité nationale produite est utilisée dans la production d'aluminium et, dans une moindre mesure, du ferrosilicium, produits qui sont exportés (voir section 4) ci-dessus). La mise en valeur du secteur de l'énergie est donc étroitement rattachée aux investissements dans ces industries consommatrices d'électricité. Environ 90 pour cent du carburant importé sont utilisés pour le transport et la flotte de pêche.⁵⁴

61. Le secteur de l'électricité demeure presque entièrement la propriété de l'État ou des administrations locales. La Société nationale d'électricité (Landsvirkjun), propriété conjointe de l'État islandais, de la ville de Reykjavik et de la localité d'Akureyri, domine la production d'électricité. Elle a produit 83,4 pour cent de l'électricité de l'Islande en 2005. La production d'autres sociétés connaît toutefois une hausse graduelle. En 2005, une nouvelle loi adoptée au Parlement a mis fin aux exonérations fiscales dont bénéficiaient auparavant les sociétés d'énergie. La Société nationale d'électricité est également le propriétaire majoritaire de IceGrid (Landsnet), qui gère le réseau de transport de force et livre l'électricité à l'ensemble du pays par l'entremise de plusieurs distributeurs publics et régionaux, dont Reykjavik Energy est le plus important.

62. Pendant la période allant de 1991 à 2002, les tarifs moyens de l'électricité fournie aux industries énergivores ont fluctué entre 1 couronne islandaise le kilowattheure (kWh) et 1,4 couronne islandaise le kWh. Le prix de détail de l'électricité destinée à la consommation générale est beaucoup plus élevé, puisque, au cours de la même période, il a fluctué entre 8 couronnes islandaises le kWh et 13 couronnes islandaises le kWh (plus la TVA). Des subventions à l'énergie, se chiffrant à 1,59 couronne islandaise le kWh, sont versées aux agriculteurs et représentent jusqu'à 70 000 kWh par année.⁵⁵

63. Un programme cadre axé sur l'évaluation et le classement de sites potentiels pour la production d'électricité en Islande est en cours depuis 1999. Les effets tant économiques qu'environnementaux des projets possibles sont pris en compte. Durant la première phase du programme, achevée en 2003, 19 projets d'hydroélectricité et 24 installations géothermiques possibles ont été évalués, et des consultations ont eu lieu.⁵⁶ Plusieurs centrales électriques à grande échelle, de l'ordre de 100 à 700 mégawatts (MW), sont aujourd'hui en construction.

64. Près de 90 pour cent des maisons en Islande sont chauffées grâce à l'eau chaude et à la vapeur provenant de sources géothermiques. Les maisons restantes sont chauffées à l'électricité, produite par l'hydroélectricité ou la vapeur géothermique, et un très petit nombre sont chauffées au mazout ou au

⁵³ Information en ligne du Répertoire islandais d'exportation: <http://www.icelandexport.is>).

⁵⁴ Direction nationale de l'énergie, *Orkumal 2004: Eldsneyti*: <http://www.orkustofnun.is>, et Statistique Islande (<http://www.statice.is>).

⁵⁵ Direction nationale de l'énergie et Ministère de l'industrie et du commerce (2004).

⁵⁶ Direction nationale de l'énergie et Ministère de l'industrie et du commerce (2004).

gaz. Au début de 2006, 22 sociétés fournissaient un chauffage géothermique, et la Reykjavik Energy était de loin la plus importante. Durant la période considérée, le nombre de sociétés fournissant du chauffage a chuté considérablement, des sociétés plus importantes, fournissant souvent à la fois chauffage et électricité, ayant acheté les réseaux de chauffage des petits districts. Les compagnies de chauffage de district sont en général la propriété des municipalités locales; dans certains cas, l'État est un associé minoritaire. Le Ministre de l'industrie et du commerce attribue des droits exclusifs aux divers fournisseurs de chauffage.

65. Toutes les grandes sociétés d'électricité sont propriété publique, et elles appartiennent parfois conjointement à l'État et à certaines municipalités. Les autorités ont indiqué que, selon un plan d'action du Ministère du commerce pour 2004-2007, il sera procédé à la restructuration des sociétés d'électricité et du rôle de l'État.

ii) Cadre institutionnel et juridique

66. L'Islande applique des restrictions à l'investissement étranger dans le secteur de l'énergie. Selon la Loi n° 34/1991 sur l'investissement par des non-résidents dans les entreprises commerciales (article 4), seules les personnes physiques et morales domiciliées en Islande peuvent détenir des droits d'exploitation d'énergie ou des entreprises s'occupant de production ou de distribution d'énergie. Ce droit a été élargi en 1996 aux personnes physiques et morales résidentes de pays membres de l'EEE (Loi n° 46/1996), et en 2002 aux personnes physiques et morales résidentes de pays membres de l'AELE (Loi n° 76/2002). Des accords peuvent également être conclus pour l'attribution de ce droit à des personnes physiques ou morales de pays non membres de l'EEE ou de l'AELE, mais de tels accords sont subordonnés à une résolution du Parlement. Aucun accord du genre n'a été conclu à ce jour.

67. Du fait de son adhésion à l'EEE, l'Islande est tenue de transposer dans son droit interne la législation de l'UE, notamment les dispositions et arrangements spécifiques sur l'énergie qui apparaissent dans l'annexe IV de l'Accord sur l'EEE. Parmi ces dispositions et arrangements, il y a la Directive de l'UE sur le marché intérieur de l'électricité. Les dispositions de la Directive 92/96 ont été mises en œuvre, et les autorités islandaises sont en voie de donner effet aux changements entraînés par la Directive 54/2003.

68. Depuis 2003, d'importantes modifications législatives ont été apportées au secteur de l'énergie, des modifications conçues pour rendre le secteur plus performant et plus concurrentiel, conformément aux obligations de l'Islande selon l'Accord sur l'EEE. La Loi sur l'électricité (Loi n° 65/2003, et ses modifications), entrée en vigueur en 2003, a ouvert la voie à l'idée de séparer le transport et la distribution d'électricité de la production et de la vente d'électricité. En outre, depuis 2005, tous les importants consommateurs d'électricité (plus de 100 kW) sont libres de choisir leur fournisseur. Depuis le 1^{er} janvier 2006, cette liberté est élargie à tous les consommateurs.

69. Selon la Loi de 2003 sur l'électricité, les permis de construction et d'exploitation de centrales électriques sont accordés par le Ministre de l'industrie et du commerce. Auparavant, il fallait obtenir l'approbation du Parlement. Les centrales électriques de 7 MW ou davantage sont tenues de se rattacher au réseau de transport de force. Une demande peut être présentée au ministre pour la construction d'une installation permettant le transport d'électricité directement de la centrale électrique au consommateur final, lorsque la capacité du réseau existant ne suffit pas (articles 5 et 11).

70. Ainsi que l'exige la Loi sur l'électricité, une seule société est chargée du transport de l'électricité en Islande et détient le droit exclusif de construire de nouvelles installations de transport de force. Cet exploitant autonome du réseau de transport, IceGrid (Landsnet hf), a été créé par la Loi

n° 75/2004. La Direction nationale de l'énergie (Orkustofnun) fixe des limites au revenu maximal que IceGrid est autorisé à tirer de ses services, plaçant donc indirectement un plafond aux tarifs que IceGrid peut imposer. La loi prévoit en outre un plafond au bénéfice de l'entreprise.

71. Un permis doit être obtenu du Ministre de l'industrie et du commerce pour la construction et l'exploitation de réseaux de distribution à l'intérieur de zones données. Ces permis sont exclusifs (article 13). Le revenu, les tarifs et les bénéfices des sociétés de distribution sont régis de la même manière que ceux de IceGrid. Des permis sont également requis pour le commerce de l'électricité (article 18). Sept sociétés ont été autorisées à faire le commerce de l'électricité et, au début de 2006, deux demandes étaient pendantes.

72. Selon la Loi sur l'électricité, la Direction nationale de l'énergie exerce la fonction d'organe de régulation et se charge de l'application générale de la loi. Plus précisément, la Direction surveille les activités autorisées de transport et de distribution; elle surveille aussi la qualité et la sécurité du réseau de distribution. Il s'agit là de fonctions additionnelles pour la Direction, qui auparavant conseillait le gouvernement en matière d'énergie et de ressources naturelles, menait la recherche sur l'énergie et travaillait à des plans à long terme d'exploitation énergétique.

73. La Loi de 2003 sur l'électricité n'a pas modifié les droits exclusifs d'un propriétaire existant d'exploiter un réseau de distribution de chauffage, encore que les entreprises qui s'occupent aussi de fourniture d'électricité doivent tenir des comptes distincts pour les diverses fonctions. Le ministère prépare actuellement une proposition en vue d'une nouvelle loi sur les réseaux de distribution de chauffage de district. Ce texte fixera les exigences concernant leurs activités et modifiera le système des droits exclusifs d'approvisionnement.⁵⁷

74. Un fonds national de l'énergie consent des prêts aux petites sociétés de chauffage géothermique, dans le dessein de mettre en valeur des sources d'énergie renouvelables. Le taux d'intérêt qui est appliqué est le taux commercial, mais le prêt est garanti en cas d'échec des projets entrepris. Selon les autorités, le niveau de soutien public est d'environ 500 000 dollars EU par année.

6) SERVICES

i) Caractéristiques principales

75. Le secteur des services a continué de progresser depuis l'examen précédent, pour représenter environ 80 pour cent du PIB en 2004. Cette progression est surtout attribuable aux services financiers, ainsi qu'à l'immobilier, aux locations et aux activités de services aux entreprises. La contribution du secteur des services financiers au PIB a été de 7,3 pour cent en 2004, contre 5,7 pour cent en 1999; la contribution de l'immobilier, des locations et des activités de services aux entreprises est passée de 12,9 pour cent à 14,6 pour cent au cours de la même période. Les échanges de services commerciaux ont eux aussi connu une forte expansion. Les exportations de services ont augmenté en moyenne de près de 11 pour cent par année entre 1998 et 2004, et les importations de services d'environ 12 pour cent.

76. Dans l'AGCS, l'Islande a pris des engagements sectoriels pour les services aux entreprises, les services de télécommunication, les services de construction et services d'ingénierie connexes, les services de distribution, les services financiers, les services touristiques et autres services liés aux voyages, ainsi que les services environnementaux, les services récréatifs, culturels et sportifs et les

⁵⁷ Direction nationale de l'énergie, *Orkumal 2004: Jardhiti*: <http://www.orkustofnun.is/Apps/WebObjects/Orkustofnun.woa/swdocument/4004/1.+%C3%A1rg.+3.+tbl.+jar%C3%B0hiti.pdf>.

services de transport (tableau AIV.1). Elle a consolidé l'accès aux marchés et le traitement national, sans restrictions, pour la fourniture transfrontières, la consommation à l'étranger et la présence commerciale, en ce qui concerne un certain nombre d'activités, notamment les télécommunications, les services de construction et services d'ingénierie connexes, les services de distribution et les services de transport. L'accès aux marchés est demeuré non consolidé pour la présence de personnes physiques, sauf pour le séjour temporaire de dirigeants, de cadres, de spécialistes et de vendeurs de services.

77. Certaines limitations de l'accès aux marchés et du traitement national, qui sont précisées dans la Liste établie par l'Islande pour l'AGCS, s'appliquent à tous les secteurs visés qui sont précisés dans les engagements horizontaux de la Liste de l'Islande. Les services visés sont ceux qui sont fournis en Islande par le biais de la présence commerciale ou de la présence de personnes physiques; les limitations prennent en général la forme d'obligations de notification, ou la forme de limitations applicables aux investissements.

78. Il existe d'autres limitations du traitement national: le traitement national est accordé aux filiales de sociétés de pays hors EEE qui sont constituées conformément à la législation d'un État de l'EEE et sont établies dans cet État, mais pas à leurs succursales ou à leurs agences. Les subventions sont parfois réservées aux personnes morales établies sur le territoire de l'Islande. En ce qui concerne la présence de personnes physiques, les subventions qui leur sont destinées sont parfois réservées aux nationaux islandais. Quant aux subventions à la recherche et au développement, elles ne sont pas consolidées.

79. La liste finale d'exemptions NPF fournie par l'Islande au titre de l'article II de l'AGCS englobe les services audiovisuels et les services de transport aérien. Elle comprend également quelques mesures destinées à préserver et à développer la coopération entre pays nordiques. Les autorités islandaises ont indiqué que toutes ces mesures ont une durée indéfinie.

ii) Télécommunications

a) Caractéristiques principales et faits nouveaux

80. Le secteur islandais des télécommunications a subi une évolution importante depuis 1998, avec la séparation des services postaux et des services téléphoniques, la création de Iceland Telecom Ltd. (société également appelée Síminn) et l'ouverture du secteur à la concurrence. Durant la période considérée, il y a eu plusieurs nouveautés législatives, l'apparition de nouveaux joueurs dans le secteur islandais des télécommunications, plusieurs fusions et acquisitions, ainsi que la privatisation de Iceland Telecom. Les réformes ont surtout été le résultat des exigences entraînées par l'adhésion de l'Islande à l'EEE. Les engagements contractés en matière de libéralisation et de réglementation ont également été consolidés à l'OMC suite à la participation de l'Islande aux négociations, postérieures au Cycle d'Uruguay, sur les télécommunications de base.

81. L'une des grandes nouveautés de la période considérée a été la privatisation de Iceland Telecom. En mai 2001, une loi a été adoptée qui prévoyait la privatisation de Iceland Telecom, mais l'émission d'actions ne fut pas un succès, en raison principalement de l'incertitude qui avait cours sur les marchés financiers mondiaux et dans le secteur des télécommunications en général.⁵⁸ Cependant, le 5 août 2005, Iceland Telecom était vendue pour 67 milliards de couronnes islandaises à un

⁵⁸ Cabinet du Premier Ministre, communiqué de presse du 3 janvier 2002: <http://eng.forsaetisraduneyti.is/ministry/privatisation/nr/1002>.

consortium d'investisseurs surtout islandais, appelé Skipti Ltd.⁵⁹ En outre, depuis 1998, le marché des télécommunications, qui a vu l'arrivée de nouveaux entrants, s'est regroupé.

82. À la fin de 2005, le marché des télécommunications en Islande était un duopole *de facto*, les sociétés Iceland Telecom et Og Vodafone fournissant toutes deux des services de télécommunication de base. Les deux opérateurs sont considérés comme des opérateurs détenant un "important pouvoir de marché" dans certains marchés de services et peuvent donc être soumis à diverses obligations, imposées par l'Administration des postes et télécommunications (PTA), pour ce qui concerne l'accès aux infrastructures, l'interconnexion, enfin la sélection et la sélection préalable des opérateurs.⁶⁰ Selon l'article 18 de la Loi sur les communications électroniques, une entreprise qui détient un important pouvoir de marché est réputée avoir, elle-même ou avec d'autres, "une position de force économique dans un certain marché, qui lui permet d'empêcher une réelle concurrence et de fonctionner, dans une mesure appréciable, sans se préoccuper des concurrents, des clients et des consommateurs". L'imputation d'un pouvoir de marché est maintenant fondée sur les principes du droit de la concurrence, plutôt que sur une part de marché de 25 pour cent, comme c'était le cas dans la loi antérieure.⁶¹ Iceland Telecom et Og Vodafone ont toutes deux fait des investissements dans des domaines connexes. Ainsi, toutes deux ont acheté des stations de télévision en 2004. Il y a aussi eu, au cours de la période considérée, plusieurs nouvelles infrastructures en ce qui a trait aux télécommunications, notamment la mise en service d'un nouveau câble sous-marin de transmission (FARICE) reliant l'Islande à l'Écosse via les îles Féroé. L'AELE a ouvert en 2005 une procédure d'information sur l'aide publique versée au projet de câble sous-marin FARICE.

83. Ainsi qu'en fait état l'OCDE⁶², le secteur islandais des télécommunications a connu ces dernières années une progression sous plusieurs aspects, notamment les suivants: les recettes des télécommunications sont passées de 89 millions de dollars EU en 1991 à 319 millions de dollars EU en 2003, et la part des recettes des télécoms en pourcentage du PIB a plus que doublé au cours de la même période; il y a eu forte augmentation des abonnements à la téléphonie cellulaire, passant de 17 409 en 1993 à 279 670 en 2003 (ce qui équivaut à 96,7 abonnés par 100 habitants); le nombre de serveurs sécurisés (l'un des indices de l'accès au commerce électronique et de l'offre d'un tel service) est passé de 13 en 1998 à 249 en 2004. En outre, l'OCDE précise que, parmi tous les pays de l'OCDE, l'Islande offre les services les moins coûteux en fait de services nationaux de télécommunications résidentielles et qu'elle est à l'avant-garde du développement de l'accès DSL. Comme l'a signalé la PTA, environ la moitié des foyers islandais, fin 2004, disposaient d'une connexion Internet ADSL à haut débit.⁶³

b) Cadre institutionnel et juridique

84. Il appartient au Ministre des communications de formuler la politique du secteur des télécommunications. L'une des priorités officielles du gouvernement islandais est de développer la société de l'information en Islande afin que l'Islande soit au premier rang des nations pour ce qui

⁵⁹ Communiqué de presse de la PTA du 7 septembre 2005: http://www.pta.is/default.asp?cat-id=188&module_id=220&element_id=721.

⁶⁰ Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques, articles 27 à 34 et article 53.

⁶¹ PTA (2003).

⁶² Perspectives des communications de l'OCDE, édition 2005.

⁶³ PTA (2004).

concerne "la mise des technologies de l'information au service de la vie et de la prospérité humaines", et, compte tenu de ce tableau général, l'objectif du secteur des télécommunications est que les technologies de l'information et des télécommunications soient "mises à contribution pour améliorer la compétitivité de l'économie islandaise, accroître la productivité et multiplier les possibilités d'exportation de l'esprit inventif islandais".⁶⁴

85. Les communications électroniques en Islande sont administrées quotidiennement par l'Administration des postes et télécommunications (PTA), qui a été instituée en 1997. Les sept domaines principaux de responsabilité de la PTA en ce qui a trait aux communications électroniques sont les suivantes: appliquer la Loi sur les communications électroniques et surveiller les communications électroniques comme le prévoit la loi; encourager la concurrence dans les services de communications postales et électroniques et prévenir les pratiques commerciales déloyales; participer au développement du marché des communications électroniques et des technologies de l'information; préserver l'intérêt public; informer les autorités et les ministères et s'assurer que l'Islande remplit ses obligations internationales, et recommander, au besoin, la modification de lois et de règlements, participer à la coopération résultant d'obligations internationales; enfin exercer d'autres activités.⁶⁵ Les règles et règlements principaux actuellement en vigueur dans le domaine des télécommunications sont énumérés dans le tableau IV.5.

Tableau IV.5
Législation actuellement en vigueur en matière de télécommunications

Lois
Loi n° 69/2003 sur les postes et télécommunications
Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques
Règles et règlements
Règlement n° 83/1986 sur la confidentialité et la protection des télécommunications
Règlement n° 373/1994 sur les gammes de fréquences pour les services de télécommunications sans fil
Règlement n° 598/1994 sur l'approbation des équipements destinés aux abonnés (modifié)
Règlement n° 35/1995 sur la normalisation dans le domaine des technologies de l'information et celui des télécommunications
Règlement n° 608/1996 sur l'accès aux lignes spécialisées
Règlement n° 359/1997 sur les services à tarif majoré
Règlement n° 378/1999 sur le Comité d'appel dans les affaires intéressant les postes ou les communications électroniques
Règlement n° 53/2000 sur les équipements de télécommunications et les télécommunications à destination ou en provenance de navires islandais
Règlement n° 641/2000 sur le service universel, avec modifications
Règlement n° 734/2000 sur le droit des sociétés domiciliées dans des pays Membres de l'OMC d'offrir leurs services en Islande
Règlement n° 866/2000 sur la séparation des réseaux de communications électroniques et des réseaux de télévision par câble
Règles n° 401/2001 sur la portabilité des numéros
Règlement n° 532/2001 sur l'utilisation de normes pour les signaux de télévision
Règles n° 280/2002 sur la sélection et la présélection d'opérateurs dans les réseaux téléphoniques
Règles n° 318/2003 sur les plans de numérotage et l'utilisation de numéros, de séries de numéros et d'adresses
Règles n° 345/2005 sur l'autorisation générale d'exploiter des réseaux ou services de communications électroniques

Source: Information en ligne de l'Administration des postes et télécommunications: <http://www.pta.is>.

⁶⁴ Document du gouvernement islandais intitulé "Comment le gouvernement islandais voit la société de l'information" (<http://eng.forsaetisraduneyti.is/information-society/nr/890#3>). Autres documents officiels émis dans des domaines apparentés: "Des ressources à la disposition de tous: Politique du gouvernement islandais concernant la société de l'information 2004-2007" et l'"Énoncé de politique sur les télécommunications pour 2005-2010, Rapport du Groupe directeur nommé par le Ministre des transports et des communications".

⁶⁵ Loi n° 69/2003 sur l'Administration des postes et télécommunications (article 3).

86. La législation sur les télécommunications a été remaniée à plusieurs reprises depuis le milieu de la décennie 1990. La Loi de 1996 sur les télécommunications a ouvert le secteur à la concurrence internationale en 1998; jusqu'alors, seul le monopole d'État était autorisé à offrir des services de télécommunication en Islande. Une nouvelle Loi sur les télécommunications est entrée en vigueur en janvier 2000; et le Règlement n° 734/2000 a confirmé le droit des entreprises du secteur des télécommunications des États Membres de l'OMC d'offrir leurs services en Islande.

87. Tout récemment, la Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques est entrée en vigueur en juillet 2003; elle est censée donner effet à la législation requise de l'EEE.⁶⁶ En vertu de cette législation, les personnes physiques et morales établies dans les États de l'EEE et dans les États Membres de l'OMC sont généralement autorisées (et n'ont donc pas besoin de licence) à exercer leurs activités, sauf si des fréquences particulières sont concernées.⁶⁷ Les entreprises doivent toutefois en informer la PTA, laquelle tient un registre. Une licence individuelle est requise pour toutes les fréquences sauf le spectre ouvert (2400-2483,5, 5150-5350, 5470-5725 et 5725-5875 MHz). Dans la plupart des cas, la procédure est simple et les fréquences sont attribuées par la PTA dans les six semaines qui suivent la réception de la demande. Quant aux gammes de fréquences pour lesquelles la demande est susceptible de dépasser l'offre, la PTA peut décider de limiter le nombre de droits d'utilisation. Dans ces cas, les fréquences sont le plus souvent attribuées à la suite d'un "concours de beauté". Le mode d'attribution de fréquences spécifiques doit être publié, et les demandes sont sollicitées par annonce (article 9).

88. La loi contient aussi des dispositions sur la transparence et la non-discrimination; des règles sur la portabilité des numéros⁶⁸ et sur la sélection et la présélection des opérateurs⁶⁹; enfin des dispositions relatives à la concurrence au sein du secteur.⁷⁰ Le droit à l'interconnexion est établi dans le chapitre VII de la loi, et il appartient à la PTA de "garantir l'accès ainsi que l'interconnexion et l'interopérabilité des services d'une manière satisfaisante et efficace" (article 25), et la PTA peut notamment imposer des obligations en ce qui concerne l'accès libre et non discriminatoire et le contrôle des prix. Selon les autorités, la PTA a entrepris au début de 2006 une analyse des 18 sous-marchés des télécommunications et elle imposera probablement de nouvelles obligations, en 2006 ou 2007, concernant l'accès et l'interconnexion.

89. La Loi sur les communications électroniques prévoit que tous les usagers ont droit au service universel, au même tarif, partout dans le pays. L'obligation de service universel concerne la téléphonie de base, les données (connexion 128 kb) et certains autres services. Pour garantir le respect de cette obligation, la PTA peut imposer des contraintes aux opérateurs de communications électroniques et fixer des exigences de qualité minimale. Selon les autorités, de telles exigences ont

⁶⁶ La législation de l'EEE est la suivante: Annexe XI, Règlement (CE) n° 2887/2000, Directives 1999/5/CE, 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE, 2002/22/CE, 2002/58/CE et 2002/77/CE.

⁶⁷ Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques, chapitre III, et Règlement n° 86/2002.

⁶⁸ Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques, article 52, et Règlements n°: 401/2001, cf. Règlements n° 840/2001, 508/2003 et 83/2004.

⁶⁹ Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques, article 53 et Règlement n° 280/2002.

⁷⁰ Dans la Loi n° 81/2003 sur les communications électroniques, les dispositions se rapportant à la concurrence sont les suivantes: règles sur les fusions en ce qui concerne le droit d'utiliser des fréquences (article 8); dispositions concernant les marchés (articles 16 à 18) ainsi que l'interconnexion de réseaux et services et l'accès à tels réseaux et services (chapitre IV).

été fixées par la PTA. La PTA a aussi la garde d'un fonds de péréquation qui sert à financer les opérations de service universel lorsqu'elles sont peu rentables ou déficitaires. Le fonds est financé par une redevance de 0,12 pour cent perçue sur le chiffre d'affaires de tous les opérateurs de communications électroniques. Les autorités relèvent que la valeur totale du fonds est faible et permet seulement de répondre aux appels d'urgence. Elles précisent aussi que le financement public servira à étendre le réseau GSM et le réseau à large bande à des régions non viables commercialement; une somme de 2,5 milliards de couronnes islandaises sera consacrée à ce projet jusqu'en 2009.

90. Les équipements du réseau public de communications électroniques (tant les équipements importés que ceux d'origine nationale) doivent répondre à certaines exigences techniques et porter la marque CE pour le confirmer (chapitre III 2) viii)). Les équipements qui sont utilisés sans autorisation peuvent être confisqués.

91. Les manquements aux dispositions de la Loi sur les communications électroniques et de la Loi sur l'Administration des postes et télécommunications doivent être corrigés dans un délai d'un mois après leur notification par la PTA. S'ils ne sont pas corrigés, la PTA a le pouvoir d'imposer des amendes quotidiennes aux opérateurs et d'annuler le droit d'utiliser des numéros ou l'autorisation générale d'exploitation. Des manquements graves ou répétés peuvent conduire à l'emprisonnement. Les décisions de la PTA peuvent être soumises au Comité des règles pour les communications électroniques et les affaires postales.⁷¹ Il appartient à la PTA de promouvoir la concurrence par l'application d'une réglementation sectorielle. Les règles générales de concurrence sont également applicables aux marchés des communications électroniques. L'Office de la concurrence doit veiller à l'application des règles générales de concurrence; un accord a été conclu sur ce point entre la PTA et l'Office de la concurrence.

92. Les engagements de l'Islande dans les négociations élargies de l'OMC sur les services de télécommunication de base complètent les engagements contenus dans sa Liste initiale de l'AGCS.⁷² La Liste islandaise englobe les services de base et les services à valeur ajoutée, pour lesquels l'Islande s'est engagée à ne pas limiter l'accès aux marchés ou le traitement national en ce qui concerne la fourniture transfrontières, la consommation à l'étranger et la présence commerciale. L'accès aux marchés par la présence de personnes physiques est demeuré non consolidé, sauf ce qui est indiqué dans les engagements horizontaux. La Liste comprend, dans les engagements additionnels, le document de référence des télécommunications négocié dans le cadre des négociations élargies.

93. Dans le cadre du Programme de Doha pour le développement, l'Islande a soumis une offre initiale et une offre révisée.⁷³ Dans son offre conditionnelle révisée, l'Islande propose de supprimer une limitation à l'investissement indiquée dans les engagements horizontaux de sa Liste, laquelle précise que l'investissement total d'un non-résident, ou l'investissement collectif de non-résidents financièrement liés, dans des entreprises de services de communication, ne peut, sauf concession spéciale, dépasser 250 millions de couronnes islandaises (4 millions de dollars EU) par an. Cette règle serait remplacée par l'obligation des fournisseurs de services de notifier au Ministère du

⁷¹ Loi n° 69/2003 sur les postes et télécommunications, article 13.

⁷² Document de l'OMC GATS/SC/41 du 15 avril 1994, et document de l'OMC GATS/SC/41/Suppl.1 du 11 avril 1997.

⁷³ Document de l'OMC TN/S/O/ISL/Corr.1 du 17 juillet 2003, et document de l'OMC TN/S/O/ISL/Rev.1 du 14 juin 2005.

commerce les investissements de non-résidents dans des entreprises commerciales islandaises, et de notifier à la Banque centrale d'Islande les investissements de non-résidents dans des titres en Islande.

iii) Services financiers

a) Introduction

94. Les engagements de l'Islande au titre de l'AGCS en matière d'accès aux marchés et de traitement national embrassent le registre complet des services financiers.⁷⁴ Ces engagements sont pris en conformité avec le Mémorandum d'accord sur les engagements relatifs aux services financiers.

95. La législation financière a été soumise à un vaste processus de refonte, de restructuration et de mise à jour depuis l'examen réalisé en 2000. Ce processus s'est soldé par l'adoption de la Loi sur les entreprises financières, en vigueur depuis janvier 2003.⁷⁵ La Loi régit les activités des banques et autres établissements de crédit, celles des entreprises de monnaie électronique, celles des maisons de titres ou de courtage et celles des sociétés de gestion de fonds d'investissement et de fonds communs de placement (également appelés OPCVM). La principale législation du secteur de l'assurance est la Loi sur les activités d'assurance.⁷⁶

96. Le Ministère du commerce définit la politique du secteur financier. Il appartient à la Banque centrale de favoriser la performance et la sécurité du système financier.⁷⁷ Elle surveille la liquidité des banques et les soldes de change et conduit la surveillance systémique des systèmes de paiement et de règlement.⁷⁸ L'Autorité de supervision financière (Fjármálaeftirlitið ou FME) est chargée de la surveillance des sociétés financières, sociétés d'assurance et fonds de pension.⁷⁹ Des règlements sur le secteur financier peuvent être pris par le Ministère du commerce; des règles et directives additionnelles peuvent être adoptées par la FME et la Banque centrale (uniquement pour la liquidité des banques et les soldes de change et pour les systèmes de paiement et de règlement).⁸⁰

b) Services bancaires

97. Il y a en Islande quatre banques commerciales et 24 banques d'épargne. Les trois principales banques (toutes des banques commerciales) représentent environ 90 pour cent de l'avoir bancaire total.⁸¹ La structure actuelle du secteur bancaire est le résultat de privatisations et d'intenses

⁷⁴ Document de l'OMC GATS/SC/41/Suppl.2 du 26 février 1998.

⁷⁵ Loi n° 161/2002 du 13 décembre 2002.

⁷⁶ Loi n° 60/1994 du 11 mai 1994.

⁷⁷ Loi n° 36/2001 sur la Banque centrale d'Islande.

⁷⁸ Information en ligne de la Banque centrale d'Islande, "Stabilité financière et fonctions de la Banque centrale": <http://www.sedlabanki.is/lisalib/getfile.aspx?itemid=2918> [19 décembre 2005].

⁷⁹ Article 3, Loi n° 87/1998 sur la surveillance officielle des opérations financières, 16 juin 1998.

⁸⁰ Accord entre l'Autorité de supervision financière et la Banque centrale d'Islande sur les systèmes de paiement et de règlement, 28 mars 2003.

⁸¹ FME (2004a).

regroupements survenus entre 1998 et 2003.⁸² Deux des banques commerciales étaient propriété publique jusqu'en 2003. Une succursale de banque étrangère exerce des activités en Islande, mais les banques étrangères n'ont pas de filiales ou de bureaux de représentation en Islande.

98. L'écart entre le taux d'intérêt des prêts et le taux d'intérêt créditeur s'est rétréci, passant de 3,7 pour cent en 1997 à 2,3 pour cent en 2004, en raison notamment d'une concurrence accrue.⁸³ Selon l'OCDE, la concurrence qui a cours dans le segment des banques d'affaires semble être "féroce"⁸⁴. En revanche, la concurrence dans les prêts aux petites et moyennes entreprises semble moins forte.⁸⁵

99. Il existe aussi un fonds d'État, le Fonds de financement du logement (HFF), établi en 1999. Le HFF est la plus importante institution du système financier. Il a pour objet de promouvoir l'accès à la propriété en offrant un crédit hypothécaire abordable. Jusqu'au milieu de 2004, le HFF occupait environ 80 pour cent du marché des hypothèques domiciliaires; toutefois, ce pourcentage est tombé à environ 65 pour cent (décembre 2004) avec l'entrée récente des banques commerciales sur ce marché. En avril 2004, l'Association des banquiers et agents de change d'Islande a déposé une plainte auprès de l'Autorité de surveillance de l'AELE, affirmant que "la législation islandaise actuelle sur le fonctionnement du Fonds de financement du logement est incompatible avec l'Accord sur l'EEE, en particulier avec les chapitres de l'Accord qui concernent les règles de la concurrence, les règles relatives aux aides d'État, les règles relatives à la libre circulation des services et des capitaux et les règles relatives au droit d'établissement".⁸⁶ L'Autorité a conclu que, même si le système du HFF supposait des aides d'État, ces aides étaient compatibles avec l'Accord sur l'EEE.⁸⁷ En novembre 2004, l'Association des banquiers et agents de change d'Islande a fait appel de cette décision. L'affaire est en instance devant la Cour de l'AELE (janvier 2006).⁸⁸

100. Plusieurs banques islandaises ont fait d'importantes acquisitions internationales récemment, en particulier dans d'autres pays nordiques et au Royaume-Uni.⁸⁹ Ces acquisitions expliquent en partie la raison pour laquelle les avoirs bancaires totaux ont presque doublé entre 2003 et 2004, pour atteindre 360 pour cent du PIB. La moitié des avoirs des trois principales banques est détenue par leurs filiales étrangères.⁹⁰

⁸² Pour le détail du processus de regroupement, voir Banque centrale d'Islande (2005a).

⁸³ Écart mesuré par rapport aux actifs bancaires totaux.

⁸⁴ OCDE (2005a).

⁸⁵ OCDE (2005a).

⁸⁶ Décision n° 213/04/COL de l'Autorité de surveillance de l'AELE, 11 août 2004.

⁸⁷ Décision n° 213/04/COL de l'Autorité de surveillance de l'AELE, 11 août 2004.

⁸⁸ Cour de justice de l'AELE, procédure introduite le 23 novembre 2004 par l'Association des banquiers et agents de change d'Islande contre l'Autorité de surveillance de l'AELE (dossier E-9/04): <http://www.eftacourt.lu/default.asp?layout=article&id=239> [2 janvier 2006].

⁸⁹ Voir Neville (2005).

⁹⁰ Voir Neville (2005).

101. Une banque étrangère peut établir une filiale en Islande. Toutes les banques, y compris les filiales sous contrôle étranger, doivent être organisées comme sociétés à responsabilité limitée.⁹¹ En principe, les banques sont autorisées à fournir des services de courtage, mais non des services d'assurance, à moins de constituer une société distincte à cette fin.⁹²

102. Toutes les banques, y compris les filiales sous contrôle étranger, doivent obtenir une licence pour exercer leurs activités en Islande. Il appartient à la FME de délivrer les licences. Les renseignements suivants doivent accompagner une demande de licence bancaire: activités projetées; statuts; structure opérationnelle et organisation interne; plan d'exploitation et budget; fondateurs, actionnaires, dirigeants et conseil d'administration; attestation d'un expert-comptable selon laquelle le capital-actions a été payé; "liens étroits" avec d'autres entités; et tout autre renseignement utile requis par la FME.⁹³ La FME doit informer le candidat de sa décision "aussitôt que possible".⁹⁴ La FME dispose de trois mois pour rendre sa décision; en pratique, les demandes sont traitées dans un délai d'un mois et demi. La FME doit motiver toute décision négative.⁹⁵ Elle n'a pas rendu de décisions négatives depuis 2003, année où elle a remplacé le Ministère du commerce dans la tâche consistant à délivrer des licences bancaires.

103. Le capital minimum requis pour l'établissement d'une banque commerciale ou banque d'épargne en Islande est de 450 millions de couronnes islandaises (environ 6 millions d'euros en décembre 2005), ou 5 millions d'euros, si l'équivalent en euros de 450 millions de couronnes islandaises est inférieur à 5 millions d'euros.⁹⁶ Cette règle s'applique à toutes les banques autorisées à exercer leurs activités en Islande, quelle que soit l'origine du capital. Une clause de droits acquis permet aux banques d'épargne qui étaient en activité avant 2003 de conserver leur capital à son niveau de 1993.⁹⁷

104. Les fondateurs d'une banque en Islande doivent résider en Islande, à moins d'être des nationaux de pays membres de l'AELE ou de l'EEE.⁹⁸ Les fondateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Les dirigeants de la banque et au moins la moitié des membres du conseil doivent être des nationaux et des résidents de pays membres de l'AELE, de l'EEE ou de l'OCDE.⁹⁹ Le Ministère du commerce peut dispenser d'autres nationaux de l'application de ces conditions de

⁹¹ Article 13, Loi n° 161/2002.

⁹² Articles 20 et 23, Loi n° 161/2002.

⁹³ Article 5, Loi n° 161/2002; les dispositions relatives aux liens étroits figurent dans l'article 18.

⁹⁴ Article 6, Loi n° 161/2002.

⁹⁵ Article 7, Loi n° 161/2002.

⁹⁶ Article 14, Loi n° 161/2002.

⁹⁷ Article 77, Loi n° 161/2002.

⁹⁸ Article 11, Loi n° 161/2002.

⁹⁹ Article 66, Loi n° 2/1995 sur les sociétés publiques à responsabilité limitée; article 42, Loi n° 138/1994 sur les sociétés privées à responsabilité limitée; et Avis concernant la dispense générale d'application des conditions de résidence figurant dans la législation sur les sociétés à responsabilité limitée, n° 260, 16 avril 1997.

nationalité et de résidence.¹⁰⁰ Dans le contexte du présent examen, les autorités islandaises ont indiqué qu'elles n'ont pas reçu de demandes de dispense (jusqu'en février 2006) et que toute demande future serait évaluée selon son bien-fondé.

105. Il n'y a pas de limites à la propriété étrangère de banques en Islande. L'investissement, étranger ou national, qui vise à acquérir 10 pour cent ou davantage du capital ou des droits de vote d'une banque ou qui permet l'exercice d'une "influence notable" sur la gestion de la banque, est soumis à l'approbation de la FME.¹⁰¹ L'approbation de la FME est également requise lorsque la participation d'un investisseur étranger ou national dans une banque dépasse les seuils de 20 pour cent, de 33 pour cent ou de 50 pour cent.

106. En Islande, les banques sont autorisées à détenir des participations dans des entreprises financières ou non financières. Les participations détenues dans des entreprises qui exercent des activités "accessoire" ne sont pas l'objet de limites.¹⁰² En revanche, la participation qualifiée d'une banque dans une entreprise non financière ne peut pas dépasser 15 pour cent des fonds de la banque, selon la définition apparaissant dans la Loi sur les entreprises financières.¹⁰³ Les participations qualifiées totales d'une banque dans des entreprises non financières ne peuvent pas dépasser 60 pour cent des fonds de la banque.

107. Une banque étrangère peut établir une succursale en Islande.¹⁰⁴ Sur ce point, les banques établies et agréées dans l'EEE bénéficient d'une approbation automatique. Une succursale peut commencer ses activités deux mois après que la FME a reçu de l'organe de supervision du pays d'origine un avis des activités proposées de la succursale. L'organe de supervision du pays d'origine doit aussi confirmer qu'il assurera une "surveillance adéquate" sur les activités de la banque et que la banque remplit les exigences de la FME en matière de gestion "saine et prudente", ainsi que les autres conditions énumérées dans le Règlement n° 244/2004.¹⁰⁵ Il n'existe pas de critères officiels permettant de dire ce que sont les exigences d'une gestion "saine et prudente". Une succursale ne peut exercer que les activités pour lesquelles la société mère est agréée dans le pays d'origine. Les banques établies et agréées en Suisse bénéficient de l'autorisation automatique d'établir des succursales (ou de fournir des services transfrontières) à condition qu'"elles soient soumises aux mêmes exigences que les entreprises financières établies dans les États de l'EEE et qu'un accord de coopération ait été conclu entre la [FME] et les autorités suisses compétentes".¹⁰⁶ Aucun accord du genre n'a été conclu (février 2006).

108. Les banques établies et agréées en dehors de l'EEE doivent obtenir l'autorisation de la FME avant d'ouvrir une succursale. À cette fin, la licence délivrée à la banque par le pays d'origine doit prévoir les mêmes activités que celles que la banque se propose d'exercer en Islande; la banque doit

¹⁰⁰ Article 11, Loi n° 161/2002.

¹⁰¹ Article 40, Loi n° 161/2002.

¹⁰² Article 21, Loi n° 161/2002.

¹⁰³ Article 28, Loi n° 161/2002.

¹⁰⁴ Chapitre V, Loi n° 161/2002.

¹⁰⁵ Article 2.

¹⁰⁶ Article 31, Loi n° 161/2002.

aussi être soumise à une "supervision comparable" dans son pays d'origine.¹⁰⁷ La réglementation se rapportant à cette disposition est en voie de mise à jour (février 2006).¹⁰⁸

109. Les succursales de banques constituées dans l'EEE ne sont pas soumises à des exigences autonomes en matière d'adéquation du capital ou de limites de prêts. Leurs activités sont assujetties à une surveillance globale, en même temps que la banque mère, exercée par l'organe de surveillance du pays d'origine. Des exigences prudentielles autonomes s'appliquaient aux succursales de banques ne relevant pas de pays de l'EEE. Ces exigences sont en voie de mise à jour.¹⁰⁹

110. Les banques étrangères peuvent aussi fournir des services transfrontières en Islande.¹¹⁰ Pour cela, les banques établies et agréées dans l'EEE doivent se soumettre à un processus d'approbation automatique semblable à celui qui s'applique à l'ouverture d'une succursale. Elles peuvent commencer d'offrir des services transfrontières dès que la FME reçoit de l'organe de supervision du pays d'origine la notification requise. Les banques de l'EEE ne peuvent offrir que les services transfrontières pour lesquels elles sont agréées dans leur pays d'origine.

111. Les banques établies et agréées en dehors de l'EEE doivent obtenir l'autorisation de la FME pour offrir des services transfrontières. Sur ce point, la licence délivrée dans le pays d'origine de la banque doit concerner les mêmes activités que celles que la banque se propose d'exercer en Islande; la banque doit aussi être soumise à une "supervision comparable" dans son pays d'origine.¹¹¹ La FME a approuvé 117 établissements de crédit pour la fourniture de services transfrontières; tous sont agréés dans l'EEE.

c) Services d'assurance

112. Le secteur islandais de l'assurance consiste en quatre sociétés d'assurance de personnes et huit sociétés d'assurance de biens, dont une qui appartient intégralement à l'État et une autre qui est sous contrôle étranger (février 2006).¹¹² Il y a aussi deux succursales d'une société d'assurance de l'EEE, l'une qui offre des produits d'assurance de personnes et l'autre des produits d'assurance de biens. Environ 230 sociétés de l'EEE sont enregistrées en tant qu'entités offrant des services d'assurance transfrontières.¹¹³ Les actifs totaux des sociétés d'assurance de personnes sont de 8,82 milliards de couronnes islandaises, soit environ 1 pour cent du PIB.¹¹⁴ Les actifs totaux des sociétés d'assurance de biens ont une valeur presque onze fois supérieure.

¹⁰⁷ Article 33, Loi n° 161/2002.

¹⁰⁸ La réglementation considérée figure dans le Règlement n° 307/1994 sur la succursale ou le bureau de représentation d'un établissement de crédit constitué dans un pays extérieur à l'Espace économique européen, 25 mai 1994.

¹⁰⁹ Règlement n° 307/1994.

¹¹⁰ Chapitre V, Loi n° 161/2002.

¹¹¹ Article 33, Loi n° 161/2002.

¹¹² FME (2004b).

¹¹³ Information en ligne de la FME: <http://www.fme.is/fme-eng.nsf/pages/ForInsurComp.html> [15 novembre 2005].

¹¹⁴ FME (2004b).

113. Le marché de l'assurance de biens est dominé par trois sociétés, dont la part de marché combinée, en valeur des primes totales émises, était d'environ 94 pour cent en 2002. L'Office de la concurrence a récemment terminé une enquête d'une durée de sept ans concernant un cartel, et sa conclusion est que les trois plus importantes sociétés se sont livrées à des pratiques anticoncurrentielles.¹¹⁵ Selon les autorités islandaises, cette enquête a conduit à une modification des pratiques des sociétés et des activités de l'Association des sociétés d'assurance islandaises.

114. Une société d'assurance étrangère peut établir une filiale en Islande. Toutes les sociétés d'assurance, y compris les filiales sous contrôle étranger, doivent être organisées comme sociétés à responsabilité limitée ou sociétés mutuelles. Des services d'assurance de personnes et services d'assurance de biens ne peuvent être fournis par la même société; toutefois, les sociétés d'assurance de personnes peuvent offrir des polices d'assurance maladie et polices d'assurance accident.

115. Les sociétés d'assurance, y compris les filiales sous contrôle étranger, doivent obtenir une licence pour exercer leurs activités en Islande. Les licences sont accordées pour des catégories précises d'assurance de personnes et d'assurance de biens, par le Ministre du commerce, après consultation de la FME.¹¹⁶ Les demandes de licences doivent contenir les renseignements suivants sur la société d'assurance: forme juridique d'établissement; statuts et procès-verbaux de la première assemblée des actionnaires; fondateurs; capital-actions; liens "étroits" avec d'autres sociétés; activités projetées; plan d'exploitation; confirmation selon laquelle les dispositions sur la marge de solvabilité minimale ont été observées; base de calcul des primes et autres variables; règles relatives aux renseignements requis des assurés; et conditions régissant l'assurance obligatoire.¹¹⁷ La FME doit rendre un avis dans un délai de six mois après réception d'une demande. Si elle rejette la demande, elle doit exposer par écrit les motifs du rejet. La FME conserve un registre public de toutes les sociétés d'assurance agréées en Islande.

116. La marge de solvabilité minimale varie selon le genre de services fournis. Elle est de 255 millions de couronnes islandaises (ou 3 millions d'euros, selon la somme la plus élevée), sauf pour les sociétés d'assurance de biens s'occupant d'assurance de la responsabilité civile, qui sont soumises à une marge de solvabilité minimale de 170 millions de couronnes islandaises (ou 2 millions d'euros, selon la somme la plus élevée).

117. La majorité des fondateurs d'une société d'assurance en Islande doivent être domiciliés en Islande.¹¹⁸ Les fondateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Les nationaux de pays de l'AELE et de l'EEE domiciliés dans un pays de l'AELE ou de l'EEE ne sont pas soumis à cette règle. Les dirigeants et les membres du conseil de sociétés d'assurance organisées comme sociétés à responsabilité limitée doivent être domiciliés dans un pays de l'AELE ou de l'EEE.¹¹⁹ Le Ministre du commerce peut accorder une dispense d'application de ces règles de nationalité et de résidence aux nationaux de pays n'appartenant pas à l'AELE ou à l'EEE. Dans le contexte du présent examen, les

¹¹⁵ OCDE (2005a).

¹¹⁶ Les catégories pour lesquelles des licences sont délivrées sont énumérées dans les articles 22 et 23, Loi n° 60/1994.

¹¹⁷ Article 21, Loi n° 60/1994.

¹¹⁸ Article 14, Loi n° 60/1994.

¹¹⁹ Article 66, Loi n° 2/1995; article 42, Loi n° 138/1994; et Avis n° 260.

autorités islandaises ont indiqué qu'elles n'ont pas reçu de demandes de dispense (février 2006) et que toute demande future de dispense serait évaluée selon son bien-fondé.

118. Il n'y a pas de limites à la propriété étrangère de sociétés d'assurance en Islande. L'investissement, étranger ou national, qui vise à acquérir 10 pour cent ou plus du capital ou des droits de vote d'une société d'assurance ou qui permet l'exercice d'une "influence notable" sur la gestion de la société doit être notifié à la FME et approuvé par elle.¹²⁰ La notification à la FME et l'approbation de la FME sont également nécessaires quand la participation d'un investisseur dépasse les seuils de 20 pour cent, 33 pour cent ou 50 pour cent. La FME peut refuser les acquisitions ou accroissements d'actions ou de droits de vote si l'investisseur n'est pas apte à garantir "l'exploitation rationnelle et prudente de la société". Dans de tels cas, la FME doit donner à l'investisseur les raisons qui justifient sa décision. La FME n'a jamais bloqué une acquisition (février 2006).

119. Les sociétés d'assurance agréées dans l'EEE et ayant leur siège social dans l'EEE peuvent ouvrir une succursale en Islande. Le processus d'approbation est automatique et requiert la présentation de renseignements précis à la FME, notamment un certificat de l'organe de surveillance du pays d'origine selon lequel la société respecte la marge de solvabilité minimale du pays d'origine.¹²¹ Une succursale peut commencer ses activités dès que la FME a informé la société que les renseignements fournis sont complets. La FME doit ainsi informer la société dans un délai de deux mois après avoir reçu la demande. Une succursale ne peut offrir que les services pour lesquels sa société mère est agréée dans le pays d'origine. La société doit désigner un représentant en Islande.

120. Une société d'assurance étrangère agréée en dehors de l'EEE et dont le siège social se trouve en dehors de l'EEE ne peut pas établir une succursale en Islande à moins que son pays d'origine n'accorde la réciprocité aux sociétés islandaises.¹²² Les sociétés d'assurance qui remplissent la condition de réciprocité doivent demander une licence pour ouvrir une succursale. Leur demande est soumise aux mêmes conditions que celles applicables aux filiales. En outre, la FME doit "consulter" tous les autres pays de l'EEE avant de délivrer la licence.¹²³ La société doit désigner un représentant en Islande.

121. Les succursales de sociétés d'assurance hors EEE doivent respecter des marges de solvabilité minimales qui leur sont propres. La marge de solvabilité ne peut pas être inférieure à la moitié de la marge applicable aux sociétés d'assurance agréées en Islande.¹²⁴ L'actif d'une succursale en Islande doit équivaloir à la plus élevée des sommes suivantes: la moitié de la marge de solvabilité minimale des sociétés d'assurance, ou un tiers de sa propre marge de solvabilité minimale. Il peut y avoir dispense d'application de la condition de solvabilité quand la marge globale de solvabilité de la succursale d'une société en Islande et de ses autres succursales dans les pays de l'EEE est soumise à une surveillance d'ensemble dans un pays de l'EEE. Un règlement a été pris pour donner effet à cette

¹²⁰ Article 39, Loi n° 60/1994.

¹²¹ Les renseignements requis par la FME sont énumérés dans les articles 64 et 65, Loi n° 60/1994.

¹²² Article 71, Loi n° 60/1994.

¹²³ Article 71, Loi n° 60/1994.

¹²⁴ Article 72, Loi n° 60/1994.

disposition.¹²⁵ La succursale doit déposer, à titre de fonds de garantie, un quart de sa marge de solvabilité minimale dans un endroit approuvé par la FME.¹²⁶

122. Seules les sociétés d'assurance agréées dans l'EEE et ayant leur siège social dans l'EEE peuvent fournir des services d'assurance transfrontières.¹²⁷ Sur ce point, les sociétés agréées dans l'EEE bénéficient du même processus d'approbation automatique que le processus applicable à l'ouverture d'une succursale.¹²⁸ Les sociétés qui offrent des services transfrontières en matière d'assurance responsabilité automobile doivent désigner un représentant en Islande.

123. Les agents d'assurance doivent obtenir une licence de la FME et s'enregistrer auprès de la FME.¹²⁹ Les licences délivrées dans les autres pays de l'EEE sont réputées équivaloir aux licences islandaises.¹³⁰

iv) Transport aérien

a) Caractéristiques principales

124. L'industrie du transport aérien joue un rôle important dans l'économie islandaise. Le chiffre d'affaires des compagnies aériennes en Islande se chiffrait à 5 pour cent du PIB en 2004, ce qui est beaucoup plus élevé que dans de nombreuses autres nations européennes.¹³¹

125. Il y a cinq aéroports internationaux en Islande, et huit autres offrent des vols réguliers. Plus de 95 pour cent du trafic international se fait par l'aéroport de Keflavik, près de Reykjavik. C'est au Ministère des affaires étrangères qu'il appartient de gérer l'aéroport de Keflavik¹³², un aéroport à la fois civil et militaire exploité par l'Autorité de l'aviation civile (CAA) et par la marine américaine.¹³³ Tous les principaux aéroports sont propriété publique et sont gérés par l'État.

126. Le nombre de passagers arrivant en Islande ou quittant l'Islande par l'aéroport de Keflavik est passé d'environ 280 000 en 1993 à plus de 1 360 000 en 2004. Le transport aérien de fret par l'aéroport de Keflavik a quant à lui triplé au cours de la même période. Durant la période de 1993 à 2003, le volume de marchandises transportées depuis l'Islande est passé de 8 135 tonnes à

¹²⁵ Règlement n° 555/1997 concernant la coopération avec les autres pays de l'Espace économique européen dans la surveillance de la solvabilité des succursales de sociétés d'assurance dont le siège social se trouve en dehors de l'Espace économique européen.

¹²⁶ Article 72, Loi n° 60/1994.

¹²⁷ Article 65, Loi n° 60/1994.

¹²⁸ Article 65, Loi n° 60/1994.

¹²⁹ Article 80, Loi n° 60/1994.

¹³⁰ Article 3, Règlement n° 853/1999.

¹³¹ Institut économique (2004).

¹³² Loi n° 106/1954 sur la surveillance des zones de défense.

¹³³ Information en ligne de l'aéroport de Keflavik: www.keflavikairport.com/history.html.

24 964 tonnes, et le volume de marchandises arrivant en Islande est passé de 5 452 tonnes à 15 590 tonnes.¹³⁴

127. La concurrence sur les itinéraires internationaux à destination et en provenance de l'Islande s'est accrue durant la période considérée, avec l'arrivée en 2003 d'une nouvelle compagnie aérienne à faible coût, Iceland Express. L'autre compagnie aérienne offrant des vols internationaux est Icelandair, et, en 2006, les compagnies Scandinavian Airlines et British Airways commenceront des vols réguliers vers l'Islande. Au total, onze compagnies aériennes sont en activité en Islande, dont celles qui offrent des services de location et des services de transport de cargaisons. Le transport aérien sur le marché intérieur est dominé par Landsflug et Flugfélag Íslands. Air Atlanta Icelandic est l'un des plus importants fournisseurs mondiaux de services d'aéronefs, d'équipage, de maintenance et d'assurance. La compagnie possède 50 aéronefs et offre des services de transport de cargaisons et de passagers. Depuis sa création en 1986, elle a conclu des accords de location avec équipages, notamment avec Caribbean Airways, Air Afrique, Finnair Cargo, Lufthansa, Sudan Airways et Arabian Airlines.¹³⁵

128. Il appartient à l'Office de la concurrence de veiller à ce que la politique de tarification et les autres arrangements ne contreviennent pas au droit de la concurrence. En 2003, l'Office de la concurrence a jugé que Icelandair avait contrevenu aux lois sur la concurrence et abusé de sa position dominante sur le marché dans une guerre de prix sur les deux itinéraires alors desservis par Iceland Express.¹³⁶ En 2005, le Groupe FL a signé un accord pour l'achat, au prix de 3,8 milliards de couronnes islandaises (60 millions de dollars EU), de la société islandaise Bluebird Cargo Company et de son transitaire associé, et pour la prise en charge d'une dette de 1,4 milliard de couronnes islandaises (22 millions de dollars EU) liée à l'achat d'aéronefs.¹³⁷ Les deux organisations se sont jointes à Icelandair Cargo, une filiale du Groupe Icelandair, qui exploite des services de transport de cargaisons. En juin 2005, l'Office de la concurrence a jugé que la fusion ne pouvait avoir lieu qu'à certaines conditions, afin de garantir la concurrence dans l'industrie du transport aérien de cargaisons vers et depuis l'Islande.

129. L'industrie islandaise de l'aviation civile est sujette aux lois de l'EEE sur la concurrence. En 2003, une affaire a été renvoyée à la Cour de l'AELE, qui concernait la taxe islandaise sur les passagers aériens, taxe qui était plus élevée pour les vols depuis l'Islande vers d'autres destinations de l'EEE que pour les vols intérieurs ou les vols vers le Groenland et les îles Féroé.¹³⁸ La Cour de l'AELE a jugé que l'application discriminatoire de la taxe restreignait la liberté de fournir des services au sein de l'EEE.

130. Selon les autorités islandaises, les procédures et les redevances sont les mêmes pour les compagnies aériennes intérieures et les compagnies aériennes étrangères. Le gouvernement apporte

¹³⁴ Information en ligne de Statistique Islande: www.statice.is.

¹³⁵ Information en ligne de Air Atlanta Icelandic: <http://www.atlanta.is>.

¹³⁶ Information en ligne de l'Office de la concurrence: <http://www.samkeppni.is/frettilkynningar/index.htm>.

¹³⁷ Le Groupe FL est une société d'investissement qui met l'accent sur les investissements dans l'industrie du transport aérien et l'industrie touristique. Icelandair, Icelandair Cargo, Loftleidir Icelandic, Air Iceland Bluebird Cargo et l'ancien transporteur danois Sterling sont tous des filiales du groupe.

¹³⁸ Affaire E-1/03, Autorité de surveillance de l'AELE c. la République d'Islande, 12 décembre 2003.

toutefois un soutien au transport aérien vers plusieurs destinations intérieures qui ne se sont pas révélées économiquement viables. Une somme de 90 millions de couronnes islandaises a été versée en 2001; les subventions sont accordées aux compagnies aériennes à la faveur d'un concours général.¹³⁹ Selon le Ministère des transports, une somme de 140 millions de couronnes islandaises sera mise de côté chaque année pour soutenir les vols intérieurs, jusqu'en 2009.

131. Dans sa Liste d'engagements de l'AGCS, l'Islande a indiqué l'accès aux marchés et le traitement national, sans restrictions, pour la consommation à l'étranger et la présence commerciale, en ce qui a trait à la maintenance et à la réparation d'aéronefs et de pièces. Les autorités disent que, en pratique, la plupart de ces services sont fournis par des sociétés islandaises. S'agissant des ventes et de la commercialisation ainsi que des systèmes informatisés de réservation (SIR), l'accès aux marchés a été accordé, sans restrictions, pour la fourniture transfrontières, la consommation à l'étranger et la présence commerciale. Le traitement national pour la fourniture transfrontières et la présence commerciale reste non consolidé en ce qui concerne la vente et la commercialisation par SIR de services de transport aérien par un transporteur exploitant de SIR. La présence de personnes physiques n'a pas été consolidée, sauf ce que prévoient les engagements horizontaux. La liste d'exemptions NPF établie par l'Islande englobe les SIR ainsi que la vente et la commercialisation de services de transport aérien. Dans ces exemptions, l'Islande s'est réservé la possibilité d'appliquer le principe de réciprocité par pays pour ce qui concerne les fournisseurs de systèmes SIR ou les transporteurs aériens exploitants et participants. Dans son offre révisée soumise lors des négociations du Programme de Doha pour le développement, l'Islande propose de supprimer ces limites au traitement national.¹⁴⁰

b) Développements institutionnels et législatifs

132. Le transport aérien en Islande est réglementé par le Ministère des communications. La CAA relève du ministère.¹⁴¹ L'Office de l'aviation civile conseille le ministère et le Directeur général de la CAA.¹⁴² Le Bureau d'enquêtes sur les accidents d'aviation relève directement du ministre. L'Office de l'aviation civile et le Bureau d'enquêtes sur les accidents d'aviation sont tous deux des organes indépendants.

133. Le rôle de la CAA est triple. D'abord, elle exerce un rôle de surveillance qui consiste à préserver la sécurité des vols; la CAA doit pour cela s'assurer de la navigabilité des aéronefs, gérer les exploitants du transport aérien et délivrer des licences aux pilotes et autres personnes travaillant dans l'industrie. Deuxièmement, elle fournit des services à l'industrie, qu'il s'agisse de gérer les aéroports ou d'assurer le contrôle de la circulation aérienne, ou encore de renseigner les pilotes et autres personnes travaillant dans l'industrie. Troisièmement, la CAA exerce diverses fonctions administratives et prend part à la coopération internationale au nom de l'Islande. En 2005, un comité directeur sur l'avenir du transport aérien en Islande, nommé par le Ministère des transports, a suggéré que les services de transport aérien et de circulation aérienne soient séparés de l'administration et de la surveillance de la sécurité, fonctions qui aujourd'hui ressortissent toutes à la CAA, et que soit établie une société d'État chargée de gérer les aspects "services" du secteur du transport aérien. Le Ministre

¹³⁹ Ministère des communications (2003), Transports, Plan d'action en matière de transports, 2003-2014: http://samgonguraduneyti.is/media/Skyrsla/Samgonguuaetlun2003_2014.pdf.

¹⁴⁰ Document de l'OMC TN/S/O/ISL/Rev.1 du 14 juin 2005.

¹⁴¹ Information en ligne de l'Administration islandaise de l'aviation civile: www.caa.is.

¹⁴² Modification apportée à la Loi de 1998 sur l'aviation (73/2002) et au Règlement n° 377/2003.

des transports a décidé en août 2005 de procéder à ces changements. Un avant-projet de loi a été envoyé pour commentaires à la fin de décembre 2005, en vue de son dépôt au Parlement à la fin de janvier ou en février 2006. Les changements devraient prendre effet le 1^{er} janvier 2007.

134. Le principal texte régissant l'industrie est la Loi de 1998 sur l'aviation (tableau IV.6). Bon nombre d'activités législatives se sont déroulées durant la période considérée, notamment la prise d'effet des obligations découlant de l'EEE; cependant, seuls des changements mineurs ont été apportés à la Loi sur l'aviation.

Tableau IV.6
Principaux textes législatifs et réglementaires sur le transport aérien

Loi n° 60/1998 sur l'aviation (et modifications)
Loi n° 35/2004 concernant les enquêtes sur les accidents d'aviation
Règlement n° 51/1976 sur le transport de fret, et modifications
Règlement n° 53/1976 sur le transport de personnes, et modifications
Règlement n° 55/1992 sur les règles de l'air, et modifications ultérieures
Avis n° 439/1994 sur les licences des transporteurs aériens (mise en application du Règlement (CEE) n° 2407/92)
Règlement n° 336/1995 sur l'acceptation mutuelle des licences du personnel au sein de l'EEE (mise en application de la Directive 91/670/CEE du Conseil sur l'acceptation mutuelle des licences du personnel pour exercer des fonctions dans l'aviation civile)
Règlement n° 419/1999 sur les licences, et modifications ultérieures
Règlement n° 450/1999 sur l'interception d'aéronefs
Règlement n° 377/2003 sur l'Office de l'aviation civile
Avis n° 5/2005 concernant les systèmes de gestion de la sécurité pour les fournisseurs de services ATM
Règlement n° 612/2005 sur l'applicabilité de règles communes dans le domaine de l'aviation civile et l'établissement d'une Agence européenne de la sécurité aérienne

Source: Autorités islandaises.

135. La propriété étrangère de sociétés islandaises s'occupant de transport aérien ne peut pas dépasser 49 pour cent.¹⁴³ Cette limite ne s'applique pas aux nationaux des pays de l'EEE, qui sont traités comme les nationaux islandais¹⁴⁴ (voir chapitre II 4)). Par ailleurs, aucune entreprise ne peut obtenir une licence d'exploitation si elle n'est pas effectivement contrôlée par des nationaux de pays de l'EEE (ainsi que le prévoit le Règlement (CEE) n° 2407/92 du Conseil). Les personnes physiques ou morales de pays non membres de l'EEE ou de l'AELE doivent obtenir un permis pour être propriétaires de biens immeubles en Islande (voir chapitre II 3)). Il n'y a pas de limites à la participation étrangère dans les services auxiliaires.

136. Les autorités islandaises ont indiqué que la Loi sur l'aviation reflète la législation européenne et que les transporteurs aériens de l'EEE peuvent en conséquence s'adonner au cabotage. Les transporteurs de pays non membres de l'EEE ne peuvent pas pratiquer le cabotage sauf s'ils y sont autorisés selon ce que prévoit un accord bilatéral.

137. Les taxes de sécurité et d'atterrissage sont précisées dans la Loi n° 74/2000 et la Loi n° 88/2004. Comme il est indiqué dans le rapport d'examen antérieur, les tarifs aériens ont été libéralisés en 1997.

¹⁴³ Loi n° 34/1991 sur l'investissement étranger dans les sociétés.

¹⁴⁴ Règlement n° 2407 de l'UE, promulgué par l'Avis n° 439/94.

138. Durant la période considérée, de nouveaux accords bilatéraux ont été signés avec plusieurs pays hors EEE: Chine (2003); Hong Kong, Chine (2004); Macao, Chine (2004); Croatie (2005); et Inde (2005). En outre, en 2001, un protocole d'accord a été signé avec le Canada sur les services aériens réguliers. L'Islande a paraphé, mais pas encore ratifié, les accords bilatéraux qu'elle a conclus avec la République de Corée, le Sultanat d'Oman, le Royaume de Bahreïn, les Émirats arabes unis, l'Inde, l'État du Qatar, la Mongolie et le Liban.¹⁴⁵ Les autorités disent que la plupart de ces accords sont des accords "ciel ouvert".

139. Depuis le 1^{er} juin 2005, l'Islande participe, sans droits de vote, aux séances du conseil d'administration de l'Agence européenne de la sécurité aérienne.¹⁴⁶

v) Transport maritime

a) Caractéristiques principales

140. Vu la situation géographique de l'Islande et la dépendance du pays à l'égard du commerce international, le transport maritime joue un rôle important dans son économie. Ainsi que l'ont reconnu les autorités, les coûts du transport maritime vers et depuis l'Islande sont relativement élevés, en raison des longues distances qui la séparent des principaux marchés, des quantités relativement faibles qui sont transportées, enfin de la concurrence relativement faible sur les itinéraires concernés. La quasi-totalité (99 pour cent) des marchandises et matières transportées vers ou depuis l'Islande le sont par voie maritime. Il n'y a pas en Islande de navires de charge arborant le pavillon national. Des mesures ont été prises pour encourager l'immatriculation de navires de charge en Islande, notamment une modification législative permettant l'immatriculation des navires de charge à la faveur d'un accord de location coque nue, et aussi la suppression du droit de timbre. Selon les autorités, cependant, ces mesures n'ont pas produit les résultats espérés.

141. Le volume des marchandises transportées par mer est passé de 4 millions de tonnes en 2000 à 4,98 millions de tonnes en 2003; la plus importante augmentation a eu lieu dans les ports de chargement de l'aluminium. Les importations ont été de 3,2 millions de tonnes et les exportations de 1,8 million de tonnes.¹⁴⁷ Le cabotage toutefois a continué de décroître. À la fin de 2004, le dernier navire côtier transportant des marchandises autour de l'île a mis fin à ses activités. Il n'y a pas de service régulier, mais des navires de charge répondent aux appels des grands exportateurs, par exemple les usines de transformation du poisson, dans une diversité de ports autour de l'île. Presque toutes les autres cargaisons sont maintenant transportées par route à destination et en provenance de Reykjavik.¹⁴⁸

142. L'Islande compte 57 ports; 15 exercent d'appréciables activités de chargement et déchargement de cargaisons, dont trois peuvent répondre aux besoins des navires d'une capacité allant jusqu'à 40 000 tonnes de port en lourd.¹⁴⁹ Les autres ports ont été construits pour les bateaux de pêche, mais peuvent à l'occasion recevoir des navires marchands, pour les exportations de produits de

¹⁴⁵ Information en ligne de l'Administration islandaise de l'aviation civile: <http://www.caa.is>.

¹⁴⁶ Information en ligne de l'Agence européenne de la sécurité aérienne: www.easa.eu.int.

¹⁴⁷ Statistique Islande (2005).

¹⁴⁸ Ministère des transports (2005).

¹⁴⁹ Information en ligne du Répertoire islandais d'exportation: <http://www.icelandexport.is>.

la mer. Selon les autorités islandaises, des ports naturels de qualité pourraient être mis en valeur dans les régions du pays affectées à un développement industriel.¹⁵⁰ Reykjavik et les ports voisins (Akranes et Grundartangi) sont les principaux points d'importation et d'exportation du pays. En 2004, ces trois ports ont fusionné pour devenir les Ports islandais associés, une organisation qui est la propriété conjointe des autorités locales de la région. Reykjavik manutentionne plus de 70 pour cent des conteneurs chargés, soit un volume annuel en 2004 de 228 419 EVP de conteneurs chargés.¹⁵¹ Les autres ports dignes de mention sont Hafnarfjörður, Akureyri, Vestmannaeyjar, Fjarðabyggð, Þorlákshöfn et Ísafjörður.

143. Durant le Cycle d'Uruguay, l'Islande n'a pas pris d'engagements spécifiques dans le secteur des transports maritimes, si ce n'est que le traitement NPF et le traitement national ont été consolidés pour tous les services de transport, et des engagements ont été pris également, en ce qui a trait aux navires, pour les services de crédit-bail ou de location sans opérateurs.¹⁵² L'Islande a participé aux négociations élargies sur les services de transport maritime, suspendues en 1996. La plupart des participants avaient retiré leurs offres conditionnelles, mais l'Islande avait demandé que son offre¹⁵³ devienne partie intégrante de sa Liste d'engagements spécifiques de l'AGCS.¹⁵⁴ Les engagements de l'Islande dans ce domaine s'étendaient au cabotage, aux services auxiliaires, aux services de dédouanement, aux services des centres et dépôts de conteneurs, aux services des agences maritimes, aux services d'expédition de marchandises, sans compter les engagements additionnels pour le pilotage, le remorquage et la traction, les aides à la navigation, les services opérationnels à terre indispensables à l'exploitation des navires, les services d'ancrage, enfin la manutention et l'entreposage de conteneurs. Sur ce point, l'Islande est à ce jour l'unique Membre de l'OMC à avoir pris un engagement contraignant sur le cabotage.

144. En 1995, les autorités islandaises ont communiqué plus de détails sur la structure commerciale et administrative des services de transport maritime de l'Islande, en réponse à un questionnaire sur les services de transport maritime.¹⁵⁵ L'Islande n'a pas, dans le contexte du Programme de Doha pour le développement, proposé de changements conditionnels pour ses engagements en matière de services de transport maritime figurant dans ses offres initiale et révisée.¹⁵⁶

b) Évolution du cadre institutionnel et législatif

145. Comme le prévoit la Loi n° 38/1997 sur l'Administration maritime islandaise, le transport maritime ressortit à la responsabilité du Ministère des transports et des communications. L'Administration maritime islandaise (IMA) surveille l'exécution des aspects qui intéressent le transport maritime, les ports et les phares. L'IMA représente l'Islande dans plusieurs agences

¹⁵⁰ Office de promotion des investissements en Islande, Faire des affaires en Islande.

¹⁵¹ Information en ligne des Ports islandais associés: <http://www.faxafloahafnir.is>.

¹⁵² Document de l'OMC GATS/SC/41 du 15 avril 1994.

¹⁵³ Document de l'OMC S/NGMTS/W/27 du 24 juin 1996.

¹⁵⁴ Document de l'OMC S/L/29 du 12 septembre 1996.

¹⁵⁵ Document de l'OMC S/NGMTS/W/2 du 21 octobre 1994.

¹⁵⁶ Document de l'OMC TN/S/O/ISL du 4 avril 2003, et document de l'OMC TN/S/O/ISL/Rev.1 du 14 juin 2005.

internationales, notamment: l'Organisation maritime internationale (OMI); l'Association internationale de signalisation maritime; et l'Association internationale permanente des Congrès de navigation. Elle prend part aux réunions de l'EEE/UE et il lui appartient de mettre en œuvre le Mémorandum d'entente sur le contrôle des navires par l'État du port (le Mémorandum de Paris). Suite à une décision du Comité mixte de l'EEE prise en juin 2003, l'Islande a le droit d'être représentée, mais non de voter, au conseil de l'Agence européenne de la sécurité maritime.¹⁵⁷ Le Ministre des transports et des communications et le directeur général de l'IMA sont conseillés par un Conseil portuaire en ce qui a trait aux ports et à la protection côtière, et par un Conseil maritime en ce qui a trait aux questions maritimes et à la signalisation maritime.

146. La nouvelle législation adoptée au cours de la période considérée comprend une nouvelle Loi sur les ports, entrée en vigueur en 2003 (Loi n° 61/2003). Cette loi a eu pour effet d'abolir une échelle commune de redevances qui s'appliquait à tous les ports islandais. Les ports, qui sont de fait la propriété de la collectivité où ils se trouvent, sont maintenant libres de fixer leurs propres redevances. Selon le ministère¹⁵⁸, les redevances demandées par les divers ports n'ont pas beaucoup changé par suite de la loi, si ce n'est au port de Reykjavik.

147. L'Administration maritime islandaise impose une redevance de phare, qui est appliquée aux aides à la navigation. Selon les autorités, cette redevance dépend de la taille du navire, et les mêmes redevances sont appliquées aux navires étrangers et aux navires islandais.

148. L'État apporte notamment un soutien pour les travaux de réparations structurales, la construction de barrières de protection et l'approfondissement de ports. En 2004, l'État a apporté une aide légèrement supérieure à 1 milliard de couronnes islandaises (15,7 millions de dollars EU) pour de tels travaux.¹⁵⁹ L'aide de l'État sera réduite après le 1^{er} janvier 2009. Selon les autorités islandaises, la réduction de l'aide touchera surtout les plus grands ports, tandis que l'aide aux ports plus petits pourrait augmenter.

149. La Loi n° 50/2004 sur la sécurité maritime, entrée en vigueur en 2004, à laquelle s'ajoute le Règlement n° 529/2004 sur la sécurité des cargaisons et le Règlement n° 550/2004 sur les procédures de contrôle de sûreté appliquées par les autorités portuaires, vise à protéger les navires, les équipages, les passagers, les cargaisons et les installations portuaires contre tout genre de menaces terroristes ou autres activités illégales. La loi, qui est conforme au Code international de l'OMI pour la sécurité des navires et des installations portuaires, s'adresse aux autorités portuaires islandaises qui procèdent à des évaluations de sécurité et qui formulent des plans de sécurité, en désignant des agents de sécurité des installations portuaires, en formant et en éduquant le personnel de sécurité, enfin en formulant des lignes directrices et des normes. À la fin de 2005, 29 évaluations de sécurité portuaire et plans de sécurité portuaire avaient été validés et inspectés, et l'IMA ainsi que le Commissaire national de la police islandaise avaient déclaré conformes chacune des installations portuaires concernées. La Loi sur la sécurité maritime autorise les ports à percevoir une redevance sur les marchandises, les navires et les passagers afin d'amortir les coûts entraînés par le resserrement des mesures de sécurité (article 9).

¹⁵⁷ Information en ligne du Secrétariat de l'AELE: <http://secretariat.efta.int/Web/News/EMSA/view>.

¹⁵⁸ Information en ligne du Ministère des communications: <http://www3.samgonguraduneyti.is/radherra/raedur-og-greinar/nr/761>.

¹⁵⁹ Information en ligne de Fjárfýla Ríkisins: [http://www.fjarsysla.is/rbh/rbh.nsf/Files/Rikisreikn-04/\\$file/Rikisreikn04.pdf](http://www.fjarsysla.is/rbh/rbh.nsf/Files/Rikisreikn-04/$file/Rikisreikn04.pdf).

150. Comme il est indiqué dans le rapport d'examen antérieur, une exception au traitement NPF est accordée, en application d'un accord sur la sécurité nationale conclue entre l'Islande et les États-Unis, à tout le trafic d'entrée ou de sortie à destination ou en provenance des forces armées américaines stationnées en Islande. Les appels d'offres concernant les besoins de transport du Commandement des transports maritimes militaires des États-Unis ne sont adressés qu'aux compagnies maritimes islandaises et américaines. Le moins-disant se voit attribuer les deux tiers du trafic, et le moins-disant de l'autre pays obtient le tiers restant. Les soumissionnaires islandais ne sont pas tenus d'employer des navires battant pavillon islandais.

151. Les services portuaires sont fournis d'une manière non discriminatoire aux navires étrangers comme aux navires nationaux. Aucun port accueillant du trafic international n'impose d'interdiction ou de restriction à l'entrée de navires qui appartiennent à des étrangers ou qui sont exploités par des étrangers. Des services de représentation sont offerts par toutes les compagnies islandaises de marine marchande, ainsi que par plusieurs agences et courtiers indépendants, à Reykjavik et dans d'autres ports importants. Un tarif des droits de représentation est publié régulièrement.

152. Les autres textes législatifs et réglementaires se rapportant au transport maritime sont énumérés dans le tableau IV.7.

Tableau IV.7

Législation sur le transport maritime actuellement en vigueur en Islande, 2006

Lois
Accréditation des capitaines et officiers travaillant à bord de navires islandais, Loi n° 112/1984 (modifiée)
Accréditation des mécaniciens travaillant à bord de navires islandais, Loi n° 113/1984 (modifiée)
Loi n° 115/1985 sur l'immatriculation des navires islandais
Loi maritime n° 34/1985
Loi n° 35/1985 sur les pêcheurs
Loi n° 76/2001 sur les équipages travaillant à bord de navires de passagers islandais et de navires de charge islandais
Loi n° 47/2003 sur les visites d'inspection de navires
Loi n° 61/2003 sur les ports
Loi n° 50/2004 sur la sécurité maritime
Loi n° 41/2003 sur la surveillance de la sécurité des navires
Loi n° 68/2000 sur les enquêtes relatives aux accidents maritimes
Règlement n° 118/1996 sur l'accréditation des capitaines, des officiers et des mécaniciens travaillant à bord de navires islandais (modifié)
Règlement n° 599/2001 sur les dispositions de vigie à bord des navires de passagers et navires de charge islandais
Règlement n° 123/2003 sur les embarcations de sauvetage commandées depuis la terre
Règlement n° 416/2003 sur les équipages travaillant à bord de navires de passagers et navires de charge islandais
Règlement n° 610/2003 sur l'inspection et la puissance nominale des moteurs principaux des navires islandais
Règlement n° 94/2004 sur les procédures d'exploitation des organismes accrédités procédant à l'inspection de navires
Règlement n° 122/2004 sur la sécurité des bateaux de pêche d'au moins 15 mètres de longueur hors tout
Règlement n° 529/2004 sur la sécurité des cargaisons
Règlement n° 550/2004 sur les procédures de vérification de la sécurité suivies par les autorités portuaires

Source: Autorités islandaises.

BIBLIOGRAPHIE

Association islandaise des agriculteurs (2005), *Icelandic Agricultural Statistics 2005*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.bondi.is>.

Autorité de surveillance de l'AELE (2005a), *Annual Report 2004*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.eftasurv.int/information/annualreports/dbaFile6677.pdf>.

Autorité de surveillance de l'AELE (2005b), *Internal Market Scoreboard No. 16: EFTA States*, juillet. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.eftasurv.int/information/internalmarket/dbaFile7446.pdf>.

Autorités nordiques de la concurrence (2004), *"Nordic Food Markets: A taste for Competition"*, No. 1/2005 (ISBN: 87-7029-345-7).

Banque centrale d'Islande (2001), "New Central Bank Act", *Monetary Bulletin* 3(3). Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=234>.

Banque centrale d'Islande (2002), *Annual Report 2001*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=235>.

Banque centrale d'Islande (2004a), *Annual Report 2003*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=235>.

Banque centrale d'Islande (2004b), *The Economy of Iceland 2004*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/uploads/files/EOI%202004.pdf>.

Banque centrale d'Islande (2005a), *The Economy of Iceland 2005*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/lisalib/getfile.aspx?itemid=3363>.

Banque centrale d'Islande (2005b), *Monetary Bulletin* 7(4), décembre. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=234>.

Banque centrale d'Islande (2005c), *Annual Report 2004*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=235>.

Bureau islandais de statistiques (2005), *Statistical Yearbook of Iceland*.

Bureau islandais des brevets, *IP Protection in Iceland*. Peut être consulté à l'adresse suivante: [http://www.patent.is/focal/webguard.nsf/Attachment/IP%20Protection%20in%20Iceland/\\$file/IP%20Protection%20in%20Iceland.pdf](http://www.patent.is/focal/webguard.nsf/Attachment/IP%20Protection%20in%20Iceland/$file/IP%20Protection%20in%20Iceland.pdf).

Cabinet du Premier Ministre (2003), *"Iceland and the Information Society 2003"*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.forsaetisraduneyti.is/information-society/English/nr/1248>.

Cabinet du Premier Ministre (2004), *"Resources to Serve Everyone: Policy of the Government of Iceland on the Information Society 2004-2007"*. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://eng.forsaetisraduneyti.is/media/English/IT_Policy2004.pdf.

Direction nationale de l'énergie et Ministère de l'industrie et du commerce (2004) "*Energy in Iceland: Historical Perspective, Present Statues, Future Outlook*". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.os.is/Apps/WebObjects/Orkustofnun.woa/swdocument/932/EnergyinIceland.pdf>.

Direction nationale de l'énergie, *Orkumal 2004: Jardhiti*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.orkustofnun.is/Apps/WebObjects/Orkustofnun.woa/swdocument/4004/1.+%C3%A1rg.+3.+tbl.+jar%C3%B0hiti.pdf>.

Dun & Bradstreet (2004), *Exporters' Encyclopaedia*.

FME (2004a), *Annual Accounts and Diverse Figures: Credit Institutions, Undertakings Engaged in Securities Services and UCITS (Mutual Funds)*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.fme.is/fme-eng.nsf/form/utgafur.html?open&market=Credit%20Market>.

FME (2004b), *Annual Accounts of Insurance Companies*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.fme.is/fme-eng.nsf/form/utgafur.html?open&market=Insurance%20Market>.

FMI (2003), *Iceland: Staff Report for the 2003 Article IV Consultation*, 30 juillet, Washington, D.C.

FMI (2005a), *Iceland: Selected Issues*, 12 août, Washington, D.C.

FMI (2005b), *Iceland: Staff Report for the 2005 Article IV Consultation*, 12 août, Washington, D.C.

Golub, S. (2003), "Mesure des restrictions envers les flux des investissements directs de l'étranger pour les pays de l'OCDE", *Études économiques de l'OCDE* 36. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.oecd.org/dataoecd/22/20/33638671.pdf>.

Gudmundsson, M. (2005), "The Strengthening of the Exchange Rate and Economic Policy Challenges", *Monetary Bulletin* 5(3). Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=245>.

Gudmundsson, M. F. (2005), "The Aluminium Industry and Export Revenue Volatility", *Monetary Bulletin* 5(3). Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=245>.

Gylfason, T (2001), "Nordic Integration and European Integration", dans *Regionalism in Europe: Geometries and Strategies after 2000*, (eds) par Jürgen von Hagen et Mika Widgrén, Boston, Dordrecht et Londres. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.hi.is/~gylfason/pdf/bonn6.pdf>.

Institut d'économie (2004), "The Air and Tourist Industry in Iceland: Consideration in response to Ryan Air's request for reduced landing fees at Keflavik Airport".

Laubach, T. et Wise (2005), M. *Product market competition and economic performance in Iceland*. (ECO/WKP(2005)13). Peut être consulté à l'adresse suivante: [http://www.oilis.oecd.org/oils/2005doc.nsf/linkto/co-wkp\(2005\)13](http://www.oilis.oecd.org/oils/2005doc.nsf/linkto/co-wkp(2005)13).

Ministère de la pêche (2004), "*The Ocean. Iceland's Policy*". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.sjavarutvegsraduneyti.is>.

Ministère de la pêche (non daté) "*Close to the Sea*". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.sjavarutvegsraduneyti.is/Publications/nr/1088>.

Ministère des communications (2003), Transport, "Transport Policy Plan 2003-2014. Peut être consulté à l'adresse suivante: http://samgonguraduneyti.is/media/Skyrsla/Samgonguaaetlun2003_2014.pdf.

Ministère des finances (2003), "The Macroeconomic Impact of the Construction of Power Plants and Aluminium Smelters", *The Icelandic Economy* Nr. 1, 10 janvier. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.fjarmalaraduneyti.is/Publications>.

Ministère des finances (2005), "Highlights Budget Proposal 2005". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.fjarmalaraduneyti.is/media/Fjarlog/Budgetproposal2005-Highlights.pdf#search='highlights%20budget%20proposal%20iceland>.

Ministère des finances (2005), *The Icelandic Economy: Economic Forecast for 2005-2010*, octobre. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.fjarmalaraduneyti.is/Publications/EconomicOutlook>.

Ministère des finances (2006), *The Icelandic Economy: Revised Macroeconomic Forecast 2005-2007*, Hiver. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://eng.fjarmalaraduneyti.is/Publications/EconomicOutlook>.

Ministère des transports (2005), "Report on Developments in Domestic Transport". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.samgonguraduneyti.is>.

Ministère des transports et des communications (2005) "Telecom Policy Statement 2005-2010". Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.pfs.is/upload/files/fjarskiptaaetlun-ensk.PDF>.

Neville, L. (2005), "Is there a danger of the Icelandic banking market overheating?", *Euromoney*, pp. 140-141, septembre.

OCDE (2000), *Rapport annuel sur les développements en matière de politique de la concurrence en Islande*, Paris.

OCDE (2005a), *Études économiques de l'OCDE: Islande*, avril, Paris.

OCDE (2005b), *Product market competition and economic performance in Iceland*, Economics Department Working Papers No. 426, Paris.

Office de promotion des investissements en Islande (2004), "Doing Business in Iceland", 3rd edition. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.invest.is/files/1085387119Doing%20Business%202004.pdf#search='doing%20business%20in%20iceland%202004'>.

OMC (2000), *Examen des politiques commerciales: Islande*, Genève.

Secrétariat de l'AELE (2004), *Annual Report of the European Free Trade Association 2004*. Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://secretariat.efta.int/Web/Publications/AnnualReport/>.

Sigurdardottir, R. (2005), "The Enigma of the Icelandic Labour Market", *Monetary Bulletin* 7(1). Peut être consulté à l'adresse suivante: <http://www.sedlabanki.is/?PageID=234>.

